

TRANSCONTINENTAL : UNE CROISSANCE INTERNE DES REVENUS ET DES PROFITS POUR UN 5^e TRIMESTRE DE SUITE ET UNE AUGMENTATION DU DIVIDENDE DE 23 %**Faits saillants**

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T2-2011	T2-2010	%
Revenus	514,7 \$	510,0 \$	1 %
Bénéfice d'exploitation ajusté	61,3	58,3	5 %
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	40,1	34,1	18 %
Par action	0,49	0,42	17 %
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33,0	67,0	(51 %)
Par action	0,41	0,83	(51 %)

- La Société a haussé le dividende sur ses actions participantes de 23 %, en portant le dividende annuel de 0,44 \$ à 0,54 \$ par action.
- Poursuite du virage numérique grâce à un partenariat avec Undertone[®], un important fournisseur de solutions publicitaires pour vidéo, ainsi qu'avec la Canadian Booksellers Association, afin d'offrir aux libraires détaillants une solution pour la diffusion de livres numériques.
- Poursuite de l'optimisation du réseau d'impression.

Montréal, le 8 juin 2011 – Transcontinental a augmenté ses revenus de 1 % au deuxième trimestre 2011. Ces derniers sont passés de 510,0 millions de dollars à 514,7 millions. Cette augmentation est principalement attribuable à un certain nombre de nouveaux contrats, dont celui bonifié avec le quotidien *The Globe and Mail*. En excluant les acquisitions, les cessions et les fermetures, la variation de l'effet des taux de change et de l'effet du papier, la croissance interne s'est établie à 3 %, grâce à la contribution de chacun des trois secteurs de la Société. De même, le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 5 %, en passant de 58,3 millions de dollars à 61,3 millions, ce qui représente le huitième trimestre consécutif de croissance par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La marge d'exploitation ajustée a, quant à elle, augmenté en passant de 11,4 % à 11,9 %. Cette hausse est principalement attribuable à la contribution des nouveaux contrats, jumelée aux synergies tirées de l'utilisation de nos équipements les plus productifs et des initiatives d'amélioration continue de l'efficacité de nos activités du secteur de l'impression. Elle a été partiellement compensée par la poursuite des investissements stratégiques dans les secteurs des médias et de l'interactif et par une intensification de la concurrence dans certains de nos créneaux. Le bénéfice net attribuable aux



actions participantes est passé de 67,0 millions de dollars, ou 0,83 \$ par action, à 33,0 millions, ou 0,41 \$ par action. Cette diminution est surtout attribuable au gain lié à l'abandon des activités de publi-postage aux États-Unis au deuxième trimestre 2010. En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 18 %, passant de 34,1 millions de dollars à 40,1 millions. Par action, il a augmenté de 17 %, passant de 0,42 \$ à 0,49 \$.

« Je suis satisfait de nos résultats du deuxième trimestre et je me réjouis particulièrement du fait que nous avons généré une croissance interne des revenus et des profits pour un cinquième trimestre de suite dans une industrie en profonde transformation, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction. Cela démontre notre capacité à gérer efficacement nos activités, à accroître nos parts de marché et à transformer notre entreprise afin de mieux répondre aux besoins en constante évolution de nos clients. Je crois fermement que notre gamme de services, qui comprend des solutions dans les domaines de l'impression, des médias et de l'interactif, est inégalée sur le marché et représente une offre multiplateforme unique. De plus, notre solide position financière nous donne la flexibilité nécessaire pour poursuivre notre transformation. Aujourd'hui, nous avons annoncé que nous augmentons de 23 % notre dividende aux détenteurs d'actions participantes. Notre dividende annuel passe ainsi de 0,44 \$ à 0,54 \$ par action, ce qui reflète notre forte capacité à générer des liquidités. »

Autres faits saillants financiers

- Les liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation ont augmenté de manière significative, puisque les liquidités générées par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont augmenté de 16 %, passant de 65,8 millions de dollars à 76,1 millions, alors que les dépenses en immobilisations ont diminué, passant de 26,3 millions de dollars à 8,4 millions.
- Au 30 avril 2011, le ratio d'endettement net (incluant le programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établissait à 1,66x, comparativement à 1,82x au 31 octobre 2010 et à 2,08x au 30 avril 2010. Le ratio d'endettement net sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établit juste au-dessus de la cible de 1,5x fixée par la direction. Au cours des prochains trimestres, ce ratio devrait se rapprocher de la cible, puisque nous prévoyons une augmentation des liquidités générées et une réduction des dépenses en immobilisations.
- Au cours du trimestre, Transcontinental a remboursé par anticipation et annulé son crédit à terme de 100 millions de dollars accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec et a mis sur pied un nouveau programme de titrisation de 200 millions de dollars sur deux ans. De plus, Transcontinental prévoit, le mois prochain, rembourser par anticipation, puis annuler le prêt à terme de cinq ans de 50 millions de dollars accordé par SGF Rexfor inc.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion du deuxième trimestre clos le 30 avril 2011* qui est disponible sur le site www.transcontinental.com, à la section « Investisseurs ».



Faits saillants de l'exploitation

- Transcontinental a continué d'investir dans de nouveaux produits et services numériques. La Société a conclu une entente de partenariat avec Undertone[®], un important fournisseur de solutions publicitaires pour vidéo et affichage web à haut rendement, afin de bonifier son offre de représentation publicitaire numérique. Cette entente permet à Transcontinental d'offrir à ses annonceurs canadiens une gamme complète de solutions publicitaires vidéo en ligne, notamment la possibilité d'insérer des segments publicitaires en mode pré-visionnement (pre-roll) dans plus de 25 millions de vidéos visionnées par mois au Canada sur Internet. De plus, la Canadian Booksellers Association (CBA) a choisi Transcontinental à titre de fournisseur officiel de solutions en matière de livres numériques. Ce partenariat permettra aux libraires détaillants de générer de nouveaux revenus et de mettre en marché plus de titres, plus rapidement, grâce à un logiciel intuitif simple, conçu particulièrement pour les librairies en ligne.
- Transcontinental a continué de maximiser ses activités plus traditionnelles. La Société a annoncé qu'elle fermera deux imprimeries, une au Québec et une au Manitoba, de manière à poursuivre l'optimisation de son réseau d'impression. Dans les deux cas, la production sera transférée à de plus grandes usines qui ont profité d'investissements au cours des dernières années. Transcontinental a également continué de développer ses activités d'édition de journaux grâce à l'acquisition de l'hebdomadaire *Journal Nouvelles Hebdo* de Dolbeau-Mistassini au Québec, ainsi qu'au lancement de cinq journaux hebdomadaires au Québec.
- Au cours du trimestre, Transcontinental a aussi conclu avec Canadian Tire une entente sur quatre ans qui ajoutera environ de 30 à 40 millions de dollars de revenus supplémentaires sur une base annuelle à partir de janvier 2012. Cette nouvelle entente fait de Transcontinental le principal fournisseur de solutions marketing de Canadian Tire à travers le Canada.
- Transcontinental a aussi publié son deuxième *Rapport sur le développement durable*, élaboré selon la norme GRI (« Global Reporting Initiative »). Vous trouverez le rapport complet en version web et en format PDF téléchargeable ainsi qu'un document synthèse sur le site www.transcontinental-ecodev.com.

Faits saillants pour la période de six mois

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2011, Transcontinental a augmenté ses revenus de 2 %. Ils sont passés de 1 021,6 millions de dollars à 1 044,8 millions. En excluant les acquisitions, les cessions et les fermetures, la variation de l'effet des taux de change et de l'effet du papier, la croissance interne des revenus s'est établie à 3 %, grâce à la contribution de chacun des trois secteurs de la Société. De même, le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 5 %, en passant de 105,6 millions de dollars à 111,1 millions, tandis que la marge d'exploitation ajustée a augmenté, en passant de 10,3 % à 10,6 %. Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé de 93,2 millions de dollars, ou 1,16 \$ par action, à 59,2 millions, ou 0,73 \$ par action. En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 14 %, passant de 61,2 millions de dollars à 70,0 millions. Par action, il a augmenté de 13 %, passant de 0,76 \$ à 0,86 \$.



Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent communiqué ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR
(non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33,0 \$	67,0 \$	59,2 \$	93,2 \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7	3,4	3,4
Bénéfice net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(34,7)	-	(32,9)
Part des actionnaires sans contrôle	0,5	-	0,8	0,3
Impôts sur les bénéfices	7,6	10,7	13,3	15,5
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,3	-	0,9
Frais financiers	8,6	10,5	19,4	20,5
Frais liés au remboursement anticipé de dettes à long terme	5,8	-	5,8	-
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	4,1	2,8	9,2	4,7
Bénéfice d'exploitation ajusté	61,3 \$	58,3 \$	111,1 \$	105,6 \$
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33,0 \$	67,0 \$	59,2 \$	93,2 \$
Bénéfice net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(34,7)	-	(32,9)
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	-	(2,4)
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (après impôts)	4,2	-	4,2	-
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	2,9	1,8	6,6	3,3
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	40,1 \$	34,1 \$	70,0 \$	61,2 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	81,0	80,8	81,0	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,49 \$	0,42 \$	0,86 \$	0,76 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	57,8 \$	(57,4) \$	111,8 \$	(0,8) \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(18,3)	(123,2)	(33,6)	(132,8)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	76,1 \$	65,8 \$	145,4 \$	132,0 \$



Dividende

À sa réunion du 8 juin 2011, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,135 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 22 juillet 2011 aux détenteurs d'actions inscrits aux registres de la Société à la fermeture des bureaux le 4 juillet 2011. Ainsi, la Société a haussé de 23 %, ou 0,10 \$ par action, le dividende par action participante, portant le nouveau dividende annuel à 0,54 \$ par action. Cette augmentation témoigne de la grande capacité de Transcontinental à générer des liquidités. Cette augmentation fait suite à celle de 22,2 % entrée en vigueur le 8 décembre 2010 et à celle de 12,5 % entrée en vigueur le 17 mars 2010.

Par ailleurs, à cette même réunion, le conseil a également déclaré un dividende trimestriel de 0,4207 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série D. Ce dividende sera versé le 15 juillet 2011. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

Information additionnelle

À l'occasion de la diffusion de ses résultats trimestriels, Transcontinental tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nancy Bouffard, directrice des communications internes et externes de Transcontinental, au 514 954-2809.

Compte tenu de la grève en cours chez Postes Canada, la livraison des états financiers du deuxième trimestre aux actionnaires pourrait être ralentie ou suspendue dans certaines régions jusqu'au retour à la normale. Les états financiers ont été publiés sur le site de SEDAR (www.sedar.com) et sur le site Internet de Transcontinental (www.transcontinental.com), à la section « Investisseurs ». Les actionnaires peuvent communiquer directement avec Caroline Hamel au 514 954-4000 pour prendre d'autres dispositions de livraison.

Profil

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Grâce à un vaste réseau numérique qui compte plus de 300 sites Web, l'entreprise rejoint plus de 10 millions de visiteurs uniques chaque mois au Canada. Transcontinental offre de plus des services et des produits marketing interactif utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing,



d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 10 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus publiés ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2010. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

Information prospective

Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les changements structurels dans ses industries, les taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à mettre en œuvre son plan stratégique et son plan de rationalisation, à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer des acquisitions à ses activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion et dans la notice annuelle de la Société.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 8 juin 2011. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nancy Bouffard
Directrice des communications internes et externes
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2809
nancy.bouffard@transcontinental.ca
www.transcontinental.com

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice principale aux relations avec les
investisseurs et communications financières
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@transcontinental.ca
www.transcontinental.com



Rapport de gestion

Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2011

L'objectif de ce *Rapport de gestion* est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes à l'endroit de l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Le *Rapport de gestion* a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Le présent document est daté du 8 juin 2011.

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ » et « \$CAN », désignent des dollars canadiens à moins d'avis contraire. Dans ce *Rapport de gestion*, nous utilisons aussi certaines mesures financières non conformes aux PCGR. Pour une description complète de ces mesures, veuillez consulter la section « Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 17.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Société est le principal bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprise sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition des participations. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, au sein desquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont évalués au coût après amortissement ou à la juste valeur par l'entremise du résultat étendu selon qu'ils sont classés comme des actifs détenus jusqu'à échéance ou comme des actifs disponibles à la vente.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT	3
MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES.....	3
PROFIL DE L'ENTREPRISE	4
RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2011	5
FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2011.....	6
STRATÉGIE	6
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	6
DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES	7
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION - DEUXIÈME TRIMESTRE 2011.....	8
REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION - DEUXIÈME TRIMESTRE 2011	11
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION - SIX MOIS CLOS LE 30 AVRIL 2011	14
CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR.....	17
SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	18
SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL	19
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES	21
CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE	22
EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES	22
RISQUES ET INCERTITUDES	25
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION	28
CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	28
PERSPECTIVES.....	29

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture du présent rapport, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

<u>Termes utilisés</u>	<u>Définitions</u>
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice d'exploitation ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et excluant les activités abandonnées
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ainsi que des frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (déduction faite des impôts sur les bénéfices y afférents) et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme, du montant tiré sur le programme de titrisation et du découvert bancaire, le cas échéant, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
Croissance interne	Croissance des revenus ou du bénéfice d'exploitation ajusté excluant l'effet des acquisitions et des dispositions d'actifs, l'effet des taux de change ainsi que l'effet du papier

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, les risques de crédit, de sécurité et d'utilisation des données, de marché, de liquidité, de financement et opérationnels; le dynamisme des économies canadienne, américaine et mexicaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain, le peso mexicain et l'euro; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière ou cyclique de certains créneaux, notamment celui de l'édition de livres; l'incidence des modifications relatives aux

taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'impact des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des transactions stratégiques; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques liés à l'infrastructure; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques ou une grève des institutions postales du Canada et des États-Unis, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit verbale ou écrite, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » du présent document. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 8 juin 2011.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Grâce à un vaste réseau numérique qui compte plus de 300 sites Web, l'entreprise rejoint plus de 10 millions de visiteurs uniques chaque mois au Canada. Transcontinental offre de plus des services et des produits marketing utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 10 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus publiés ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2010. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2011

Transcontinental a maintenu une croissance interne de ses revenus et de son bénéfice d'exploitation ajusté pour un cinquième trimestre consécutif en plus de réduire largement son programme de dépenses en immobilisations corporelles qui lui a permis de générer des flux de trésorerie excédentaires considérables et, par conséquent, de poursuivre l'amélioration de sa situation financière.

Cette réalisation a principalement été menée par son secteur de l'impression qui a profité de nouveaux contrats d'impression, dont celui visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail*, et qui a vu l'ensemble de ses groupes d'affaires contribuer positivement à la croissance interne des revenus. De plus, en raison de la nouvelle plateforme hybride pancanadienne d'impression de journaux et de circulaires ainsi que de la fermeture de quelques usines depuis le début de l'exercice, cela a permis au secteur d'optimiser son parc d'équipements et d'augmenter son efficacité opérationnelle. Par conséquent, ce secteur a généré une croissance interne de son bénéfice d'exploitation ajusté de 10,9 % par rapport au deuxième trimestre 2010 qui avait déjà profité des mesures de rationalisation importantes mises en œuvre lors de l'exercice 2009.

Le secteur des médias a également réalisé une croissance interne de ses revenus au cours du trimestre mené largement par ses plateformes numériques, notamment sa maison de représentation. Toutefois, les nombreux investissements stratégiques, tant sur support numérique que papier, ont affecté le bénéfice d'exploitation ajusté lors de cette période. De nouveauxancements ont été effectués dans le Groupe des solutions aux communautés locales afin de contrer l'intensification de la concurrence dans certains de ses créneaux. Les dépenses publicitaires des clients nationaux ont été relativement stables au cours du trimestre, mais grâce à des gains en efficacité, le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs a pu réaliser une meilleure performance comparativement à l'an dernier au chapitre de son bénéfice d'exploitation ajusté.

Le secteur de l'interactif a poursuivi l'intégration des solutions marketing interactives au cours du trimestre avec la réalisation d'investissements stratégiques. De plus, avec l'apport des récentes acquisitions effectuées dans le domaine des solutions mobiles, le secteur a développé davantage son offre de solutions marketing interactives pour permettre à ses clients de mieux rejoindre les consommateurs.

L'amélioration constante de la situation financière de la Société au cours des derniers trimestres lui a permis de rembourser, plus de trois ans avant son échéance, son crédit à terme de 100,0 millions de dollars d'une durée de cinq ans accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec en 2009. De plus, la Société prévoit rembourser par anticipation son prêt à terme octroyé par SGF Rexfor inc. de 50,0 millions de dollars au cours du troisième trimestre 2011.

La Société a également mis sur pied un nouveau programme de titrisation de 200,0 millions de dollars d'une durée de deux ans. Les conditions du nouveau programme tiennent compte de celles du marché actuel et sont favorables comparativement à d'autres sources de financement. Toutefois, il n'est pas prévu que ce programme soit utilisé à court terme mais procure à la Société une plus grande flexibilité financière.

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2011

- Les revenus pour le deuxième trimestre 2011 ont augmenté de 0,9 % par rapport au trimestre correspondant en 2010. Ils sont passés de 510,0 millions de dollars à 514,7 millions. Les nouveaux contrats du secteur de l'impression ont principalement contribué à cette croissance dont celui visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail*. Cette hausse a toutefois été partiellement compensée par des fermetures d'usines.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 5,1 %. Il est passé de 58,3 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2010 à 61,3 millions en 2011. Par le fait même, la marge d'exploitation a augmenté, passant de 11,4 % à 11,9 %. Cette augmentation est surtout attribuable à une augmentation des revenus et à l'amélioration continue qui mène à une efficacité opérationnelle accrue de nos équipements de production qui sont partiellement compensées par la poursuite des investissements stratégiques au sein des secteurs des médias et de l'interactif.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 6,0 millions de dollars, ou 17,6 %, passant de 34,1 millions en 2010 à 40,1 millions en 2011. Par action, il est passé de 0,42 \$ à 0,49 \$.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé de 67,0 millions de dollars au deuxième trimestre 2010 à 33,0 millions en 2011. Cela est surtout attribuable au gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis au deuxième trimestre 2010. Par action, il est passé d'un bénéfice net de 0,83 \$ à 0,41 \$.
- Le 8 juin 2011, la Société a annoncé que son dividende trimestriel par action participante, relativement à ses actions catégorie A et catégorie B, passait de 0,11 \$ à 0,135 \$, soit une augmentation de 22,7 %.
- Le ratio d'endettement net de Transcontinental était de 1,66x au 30 avril 2011 par rapport à 1,82x au 31 octobre 2010. Cette amélioration provient surtout du rendement sur des investissements récents, de la contribution de nouveaux contrats et de la réduction considérable des dépenses en immobilisations corporelles.

STRATÉGIE

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Au cours du deuxième trimestre 2011, la Société a réitéré son engagement à rendre compte de sa performance environnementale, sociale et économique en publiant son deuxième rapport sur le développement durable *Joindre le geste à la parole*, élaboré selon la norme Global Reporting Initiative (GRI). Ce rapport est disponible sur le site www.transcontinental.com.

Aucun autre changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES

Pour les deuxièmes trimestres clos les 30 avril (non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 30 avril			Six mois clos les 30 avril		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Exploitation						
Revenus	514,7 \$	510,0 \$	1%	1 044,8 \$	1 021,6 \$	2%
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	92,8	91,0	2%	174,8	172,1	2%
Bénéfice d'exploitation	57,2	55,5	3%	101,9	100,9	1%
Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	61,3	58,3	5%	111,1	105,6	5%
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33,0	67,0	-51%	59,2	93,2	-36%
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	40,1	34,1	18%	70,0	61,2	14%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	76,1	65,8	16%	145,4	132,0	10%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	57,8	(57,4)	s.o.	111,8	(0,8)	s.o.
Investissements						
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8,4	26,3	-68%	29,1	89,0	-67%
Acquisitions d'entreprises ⁽²⁾	0,6	2,2	-73%	5,4	2,8	s.o.
Données par action (de base)						
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	0,41	0,83	-51%	0,73	1,16	-37%
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	0,49	0,42	17%	0,86	0,76	13%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	0,94	0,81	16%	1,79	1,63	10%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	0,71	(0,71)	s.o.	1,38	(0,01)	s.o.
Dividendes sur actions participantes	0,11	0,09	22%	0,22	0,17	29%
Nombre moyen d'actions participantes en circulation (en millions)						
	81,0	80,8		81,0	80,8	
				Au 30 avril 2011	Au 31 octobre 2010	Au 30 avril 2010
Situation financière						
Total de l'actif				2 423,7 \$	2 594,7 \$	2 488,2 \$
Endettement net ⁽¹⁾				637,8	694,4	778,0
Capitaux propres				1 282,8	1 247,0	1 193,5
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (12 derniers mois) ⁽¹⁾				1.66x	1.82x	2.08x
Capitaux propres par action participante				14,60 \$	14,16 \$	13,53 \$
Nombre d'actions participantes en fin de période (en millions)						
				81,0	81,0	80,8

⁽¹⁾ Veuillez vous référer à la section « Conciliation des mesures non conformes aux PCGR » à la page 17 de ce *Rapport de gestion*.

⁽²⁾ Représente le total de la contrepartie, en espèces ou autres, pour l'acquisition d'actions ou d'éléments d'actif d'entreprise.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION - DEUXIÈME TRIMESTRE 2011

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2011 (non audités)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté	%	Bénéfice net attribuable aux actions participantes	%
Résultats - Deuxième trimestre 2010	510,0 \$		58,3 \$		67,0 \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(9,6)	(1,9) %	(0,4)	(0,7) %	(0,4)	(0,6)
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	(34,7)	(51,8)
Activités existantes						
Effet du papier	4,2	0,8 %	(0,7)	(1,2) %	(0,6)	(0,9)
Taux de change	(3,6)	(0,7) %	(1,7)	(2,9) %	(0,7)	(1,0)
Croissance interne	13,7	2,7 %	5,8	9,9 %	7,7	11,5
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	(1,1)	s.o.
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	-	- %	-	- %	(4,2)	s.o.
Résultats - Deuxième trimestre 2011	514,7 \$	0,9 %	61,3 \$	5,1 %	33,0 \$	s.o.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats du deuxième trimestre 2011 et ceux du deuxième trimestre 2010.

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a réduit les revenus de 9,6 millions de dollars, principalement en raison de la fermeture de l'usine de Boucherville dans le secteur de l'impression partiellement compensée par les récentes acquisitions effectuées dans les secteurs de l'interactif et des médias. Au chapitre du bénéfice d'exploitation ajusté et du bénéfice net attribuable aux actions participantes, l'effet négatif de 0,4 million de dollars est surtout attribuable aux coûts de développement dans les secteurs de l'interactif et des médias qui viennent plus que contrecarrer les effets positifs liés à la fermeture d'usines dans le secteur de l'impression.
- L'effet du papier a représenté un élément positif de 4,2 millions de dollars en ce qui a trait aux revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu un effet négatif de 0,7 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 0,6 million sur le bénéfice net.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et ses contreparties américaine et mexicaine ont occasionné des diminutions de 3,6 millions de dollars des revenus et de 1,7 million du bénéfice d'exploitation ajusté. Au cours du deuxième trimestre 2011, l'effet relatif aux taux de change a surtout été attribuable à la variation du taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine. La variation négative du taux de change moyen au cours du deuxième trimestre 2011, comparativement à la moyenne au cours du deuxième trimestre 2010, s'établissait à 5,9 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et a été relativement stable en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. Au chapitre des revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif d'environ 1,6 million de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 2,0 millions de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet négatif de 0,2 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de

change et des achats en dollars américains, ont causé un effet positif de 0,7 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet négatif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 2,2 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet négatif net s'est établi à 0,7 million de dollars.

- La croissance interne des revenus s'est établie à 13,7 millions de dollars, ou 2,7 %, au deuxième trimestre 2011. Cette hausse est attribuable, en grande partie, à la contribution de nouveaux contrats dans le secteur de l'impression et, dans une moindre mesure, à une hausse des revenus de la maison de représentation numérique dans le Groupe des nouveaux médias et des solutions numérique du secteur des médias.
- La croissance interne du bénéfice d'exploitation ajusté, qui s'est chiffrée à 5,8 millions de dollars, ou 9,9 %, au deuxième trimestre 2011, est principalement attribuable à l'optimisation du parc d'équipements et à la contribution de nouveaux contrats d'impression. Ces éléments sont toutefois partiellement compensés par l'accélération des investissements stratégiques déployés au sein des secteurs des médias et de l'interactif afin de développer davantage l'offre de solutions numériques et de services marketing interactifs.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au deuxième trimestre 2011, un montant de 4,1 millions de dollars avant impôts (2,9 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 3,2 millions de dollars proviennent de la réduction d'effectifs dans le secteur de l'impression et 0,9 million d'autres coûts.

Au deuxième trimestre 2010, un montant de 2,8 millions de dollars avant impôts (1,8 million après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 2,4 millions de dollars proviennent de la réduction d'effectifs et 0,4 million de dollars provient de la dépréciation d'actifs et d'autres coûts.

Frais financiers, frais de remboursement anticipé de dettes à long terme et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers, les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme et l'escompte sur la vente de débiteurs ont augmenté de 3,6 millions de dollars, passant de 10,8 millions en 2010 à 14,4 millions en 2011. Cette hausse est principalement due à des frais inhabituels liés au remboursement anticipé du crédit à terme octroyé par la Caisse de dépôt et placement du Québec effectué en février dernier ainsi qu'au remboursement anticipé du prêt à terme accordé par SGF Rexfor inc. prévu au troisième trimestre 2011.

Toutefois, en excluant ces frais non récurrents de 5,8 millions de dollars (4,2 millions après impôts) dont 1,4 million n'aura aucun effet sur la trésorerie, les frais financiers s'établissent à 8,6 millions de dollars au deuxième trimestre 2011, soit une diminution de 20,4 % comparativement au deuxième trimestre 2010. Cette baisse s'explique surtout par une réduction significative de l'endettement net de la Société au cours du trimestre par rapport à la même période l'an dernier.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 3,1 millions de dollars, passant d'une dépense de 10,7 millions au deuxième trimestre 2010 à 7,6 millions au deuxième trimestre 2011. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration ainsi que sur les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 10,4 millions de dollars, soit un taux d'imposition de

19,7 %, comparativement à 11,7 millions, ou 24,6 %, au deuxième trimestre 2010. Cette diminution est, entre autres, attribuable à la répartition géographique des bénéfices avant impôts.

Activités abandonnées

Au cours du deuxième trimestre 2010, un bénéfice net lié aux activités abandonnées de 34,7 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré, incluant un gain lié à l'abandon des activités de 38,3 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, et une perte nette de 3,6 millions de dollars liée à l'exploitation des activités abandonnées, déduction faite des impôts y afférents. Ce gain est relié à la vente de la quasi-totalité des actifs de publipostage aux États-Unis.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé de 67,0 millions au deuxième trimestre 2010 à 33,0 millions pour le deuxième trimestre 2011. Cette diminution est surtout attribuable à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis en 2010. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes a diminué, passant de 0,83\$ à 0,41\$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 6,0 millions de dollars, ou 17,6 %, passant de 34,1 millions au deuxième trimestre 2010 à 40,1 millions au deuxième trimestre 2011. Par action, il a augmenté de 0,07 \$, passant de 0,42 \$ à 0,49 \$.

REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION - DEUXIÈME TRIMESTRE 2011

Analyse des principaux écarts – Résultats sectoriels Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2011 (non audités)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Secteur de l'interactif	Éliminations intersectorielles et autres activités	Résultats consolidés
Revenus - Deuxième trimestre 2010	354,3 \$	148,3 \$	28,3 \$	(20,9) \$	510,0 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(10,6)	-	1,0	-	(9,6)
Activités existantes					
Effet du papier	4,2	-	-	-	4,2
Taux de change	(3,2)	-	(0,4)	-	(3,6)
Croissance interne (négative)	16,6	0,7	0,7	(4,3)	13,7
Revenus - Deuxième trimestre 2011	361,3 \$	149,0 \$	29,6 \$	(25,2) \$	514,7 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté - Deuxième trimestre 2010	46,9 \$	21,7 \$	(2,0) \$	(8,3) \$	58,3 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	0,3	(0,2)	(0,5)	-	(0,4)
Activités existantes					
Effet du papier	-	(0,7)	-	-	(0,7)
Taux de change	(1,9)	-	0,2	-	(1,7)
Croissance interne (négative)	5,1	(3,3)	(0,6)	4,6	5,8
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté - Deuxième trimestre 2011	50,4 \$	17,5 \$	(2,9) \$	(3,7) \$	61,3 \$

Cette revue des secteurs d'exploitation devrait être lue parallèlement à l'information présentée dans le tableau ci-dessus et à l'information présentée dans la note sur l'information sectorielle (note 17) afférente aux états financiers consolidés pour le trimestre clos le 30 avril 2011.

La direction utilise, dans cette section, le bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont augmenté de 7,0 millions de dollars, soit 2,0 %, passant de 354,3 millions au deuxième trimestre 2010 à 361,3 millions au deuxième trimestre 2011. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que les variations du papier et des taux de change, les revenus ont augmenté de 16,6 millions de dollars, soit 4,7 %. La croissance interne positive provient principalement de nouveaux contrats d'impression, et ce, de la quasi-totalité des groupes d'affaires du secteur.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté, il est passé de 46,9 millions de dollars au deuxième trimestre 2010 à 50,4 millions en 2011, ce qui représente une augmentation de 7,5 %. Cette hausse a eu un effet positif sur la marge d'exploitation ajustée, qui est passée de 13,2 % au deuxième trimestre 2010 à 13,9 % au deuxième trimestre 2011. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que l'effet relié au taux de change, le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 5,1 millions de dollars, soit 10,9 %. La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté provient majoritairement de la hausse des revenus combinée à l'efficacité opérationnelle accrue de l'ensemble des groupes avec l'aide, entre autres, de la fermeture de certaines usines qui a permis d'augmenter l'utilisation des équipements plus performants.

Au cours de la seconde moitié de l'exercice 2011, en plus du contrat d'impression du quotidien *The Globe and Mail*, la signature de nouveaux contrats d'impression à notre usine de Fremont en Californie ainsi que des gains de parts de marché additionnels qui sont anticipés, généreront des revenus additionnels. De plus, une nouvelle entente conclue avec Canadian Tire au début du deuxième trimestre 2011 générera des revenus additionnels de 30 à 40 millions de dollars par année pour l'ensemble de la Société à compter de janvier 2012 et bénéficiera en partie au secteur de l'impression. Enfin, le secteur poursuivra ses efforts d'optimisation de l'utilisation de son parc d'équipements dans le but de réduire davantage ses coûts d'opération.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias sont passés de 148,3 millions de dollars au deuxième trimestre 2010 à 149,0 millions au deuxième trimestre 2011, soit une hausse de 0,7 million. En excluant l'effet des acquisitions d'entreprises qui est totalement compensée par l'effet des cessions et fermetures, la croissance interne des revenus de 0,7 million de dollars pour le deuxième trimestre 2011 provient principalement du Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques, notamment avec la contribution de la maison de représentation numérique lancée en septembre dernier, ainsi que le Groupe des solutions aux communautés locales de par ses activités d'édition de journaux et de distribution. Toutefois, un léger recul des revenus dans le Groupe d'édition de livres pédagogiques et le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs vient partiellement atténuer cette croissance interne.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 4,2 millions de dollars, passant de 21,7 millions au deuxième trimestre 2010 à 17,5 millions au deuxième trimestre 2011. En excluant les acquisitions, les cessions et les fermetures ainsi que l'effet du papier, il a baissé de 3,3 millions de dollars. Cette croissance interne négative est le reflet de la stratégie du secteur d'investir dans ses activités d'édition de journaux par le biais de lancements de journaux au Québec, pour maintenir ses parts de marché, voire les augmenter dans un contexte de concurrence accrue, ainsi que dans ses diverses plateformes numériques afin de bonifier son offre de solutions dans les nouveaux médias. Par ailleurs, un changement de méthode comptable a mené à la réduction de 2,0 millions de dollars des frais d'exploitation du Groupe d'édition de livres pédagogiques au cours du trimestre qui est toutefois partiellement compensée par une baisse des revenus et des coûts additionnels investis dans le développement d'outils pédagogiques numériques. En raison des éléments précités, la marge d'exploitation ajustée du secteur des médias a diminué, s'établissant à 11,7 % au deuxième trimestre 2011 comparativement à 14,6 % au deuxième trimestre 2010.

Au cours du deuxième trimestre, le secteur des médias a poursuivi ses investissements stratégiques par le biais de son Groupe des solutions aux communautés locales qui a lancé de nouveaux hebdomadaires. De plus, dans le but de bonifier son offre de produits numériques, le Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques a conclu une offre de représentation publicitaire en ligne en concluant une entente de partenariat avec Undertone®, un important fournisseur de solution publicitaire pour vidéo et affichage web à haut rendement.

Les prochains trimestres de 2011 miseront sur la poursuite du déploiement accéléré des initiatives d'investissements stratégiques dans les plateformes numériques et papier. Les activités d'édition de journaux devraient encore ressentir l'effet des investissements stratégiques liés aux lancements de nouveaux hebdomadaires ainsi que de la concurrence accrue dans ces créneaux. Par conséquent, le Groupe des solutions aux communautés locales devraient voir ses marges bénéficiaires fléchir quelque peu au cours des deux prochains trimestres par rapport aux trimestres correspondants de l'exercice précédent. Par l'entremise de son Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques, le secteur accélérera ses efforts de commercialisation de son offre numérique ainsi que dans le développement de sa nouvelle maison de représentation numérique afin de profiter de l'essor des nouveaux marchés qui devrait se refléter positivement au chapitre de ses revenus ainsi que de sa profitabilité au cours des prochains trimestres.

Secteur de l'interactif

Les revenus du secteur de l'interactif ont augmenté de 1,3 million de dollars, soit 4,6 %, passant de 28,3 millions au deuxième trimestre 2010 à 29,6 millions pour le deuxième trimestre 2011. Les récentes acquisitions de la Division des solutions mobiles ont ajouté 1,0 million aux revenus du deuxième trimestre 2011 par rapport à 2010. Cette hausse a été en partie compensée par l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine qui explique une baisse des revenus de 0,4 million de dollars par rapport à 2010. En excluant l'effet des acquisitions et du taux de change, la croissance interne positive de 0,7 million est principalement expliquée par l'apport de nouveaux contrats de la Division du prémédia.

La perte d'exploitation ajustée est passée de 2,0 millions de dollars au deuxième trimestre 2010 à 2,9 millions au deuxième trimestre 2011, soit une hausse de 0,9 million de dollars. Par conséquent, la marge d'exploitation ajustée est passée d'une marge négative de 7,1 % pour le deuxième trimestre 2010 à 9,8 % en 2011. En excluant les acquisitions et l'effet relié aux taux de change, la perte d'exploitation ajustée a augmenté de 0,6 million de dollars en raison des coûts liés au développement de son offre intégrée de services marketing interactifs.

Au cours des prochains trimestres de l'exercice 2011, les revenus devraient croître davantage en raison des efforts soutenus liés au développement et à l'optimisation de l'offre intégrée de solutions marketing interactives ainsi qu'aux récentes acquisitions. Le bénéfice d'exploitation devrait s'améliorer au cours des prochains trimestres avec le rendement sur des récents investissements stratégiques qui sera toutefois compensé par la poursuite d'investissements stratégiques dans le but de faire progresser notre offre de solutions marketing personnalisés numériques et interactives.

Éliminations intersectorielles et autres activités

Les éliminations de revenus intersectoriels et les autres activités sont passées d'un total négatif de 20,9 millions de dollars au cours du deuxième trimestre 2010 à un total négatif de 25,2 millions en 2011. Cette variation est surtout attribuable à une augmentation des transactions intersectorielles. Le bénéfice d'exploitation ajusté est passé d'un total négatif de 8,3 millions de dollars au cours du deuxième trimestre 2010 à un total négatif de 3,7 millions en 2011 principalement en raison d'une charge de compression non récurrente relative au remplacement des régimes de retraite en 2010 ainsi qu'à une réduction des coûts du siège social en 2011.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION - SIX MOIS CLOS LE 30 AVRIL 2011

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour la période de six mois close le 30 avril 2011 (non audités)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté	%	Bénéfice net attribuable aux actions participantes	%
Résultats - Six mois clos le 30 avril 2010	1 021,6		105,6		93,2	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(15,8)	(1,5) %	(2,2)	(2,1) %	(1,8)	(1,9) %
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	(32,9)	(35,3) %
Activités existantes						
Effet du papier	14,4	1,4 %	(1,0)	(0,9) %	(0,8)	(0,9) %
Taux de change	(5,3)	(0,5) %	(1,9)	(1,8) %	(1,4)	(1,5) %
Croissance interne	29,9	2,9 %	10,6	10,0 %	12,8	13,7 %
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	(5,7)	s.o.
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme	-	- %	-	- %	(4,2)	s.o.
Résultats - Six mois clos le 30 avril 2011	1 044,8	2,3 %	111,1	5,2 %	59,2	s.o.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats des six premiers mois de l'exercice 2011 et ceux des six premiers mois de l'exercice 2010.

- L'effet net des acquisitions, des dispositions et des fermetures a réduit les revenus de 15,8 millions de dollars et diminué le bénéfice d'exploitation ajusté de 2,2 millions. Déduction faite des frais financiers et des impôts sur les bénéfices, leur effet négatif sur le bénéfice net s'est établi à 1,8 million de dollars. Cette réduction provient principalement de la fermeture des usines de Boucherville et de Moncton dans le secteur de l'impression au cours de l'exercice 2011.
- L'effet du papier a représenté un élément positif de 14,4 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. Il est important de noter qu'en ce qui concerne les activités d'impression, ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu un effet négatif de 1,0 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 0,8 million sur le bénéfice net.
- L'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et mexicaine a eu un effet sur les résultats des six premiers mois de l'exercice 2011, puisqu'elle a occasionné des diminutions de 5,3 millions de dollars des revenus et de 1,9 million du bénéfice d'exploitation ajusté. Au cours des six premiers mois de 2011, l'effet relatif aux taux de change a surtout été attribuable à la variation du taux de change entre le dollar canadien et sa contrepartie américaine. La variation négative du taux de change moyen au cours du premier semestre 2011, comparativement à la moyenne au cours du premier semestre 2010, s'établissait à 5,3 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et a été relativement stable en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. Au chapitre des revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif d'environ 3,1 millions de dollars. En ce qui concerne les ventes à l'exportation des usines du Canada, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, l'effet négatif s'est chiffré à 2,2 millions de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet négatif de 0,4 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars

américains, ont causé un effet négatif de 0,5 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet négatif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 1,0 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet négatif net s'est établi à 1,4 million de dollars.

- La croissance interne des revenus s'est établie à 29,9 millions de dollars, ou 2,9 %, au cours des six premiers mois de l'exercice 2011. Cette hausse est attribuable, en grande partie, à la contribution de nouveaux contrats dans le secteur de l'impression, notamment le contrat d'impression du quotidien *The Globe and Mail*, à une hausse des revenus dans le groupe des nouveaux médias et des solutions numériques du secteur des médias ainsi qu'à une augmentation des revenus dans le Groupe des solutions aux communautés locales, provenant surtout de ses activités de distribution. Le secteur de l'interactif, principalement avec ses Division des communications sur mesure et du prémédia ont également contribué à la croissance interne des revenus au cours de cette période.
- La croissance interne du bénéfice d'exploitation ajusté, qui s'est chiffrée à 10,6 millions de dollars, ou 10,0 %, au cours des six premiers mois de l'exercice 2011, est principalement attribuable à une efficacité opérationnelle accrue ainsi qu'à la contribution de nouveaux contrats d'impression. Ces éléments sont néanmoins partiellement compensés par l'accélération des investissements stratégiques déployés au sein des secteurs des médias et de l'interactif afin de développer davantage l'offre de solutions numériques et de services marketing interactifs ainsi que par le lancement de nouveaux journaux hebdomadaires.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Un montant de 9,2 millions de dollars avant impôts (6,6 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les six premiers mois de l'exercice 2011 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 4,3 millions de dollars proviennent de la réduction d'effectifs tandis que 3,5 millions proviennent de dépréciation d'actifs et 1,4 million d'autres coûts, tous principalement liés à la fermeture d'usines dans le secteur de l'impression au cours de l'exercice.

Un montant de 4,7 millions de dollars avant impôts (3,3 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour les six premiers mois de l'exercice 2010 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 3,9 millions de dollars sont reliés à la réduction d'effectifs dans les secteurs de l'impression et des médias et 0,8 million reliés à la dépréciation d'actifs et d'autres coûts dans ces deux secteurs.

Frais financiers, frais de remboursement anticipé de dettes à long terme et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers, les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme et l'escompte sur la vente de débiteurs ont augmenté de 3,8 millions de dollars, soit 17,8%, passant de 21,4 millions pour les six premiers mois de l'exercice 2010 à 25,2 millions pour les six premiers mois de l'exercice 2011. Cette hausse est principalement due à des frais inhabituels liés au remboursement anticipé du crédit à terme octroyé par la Caisse de dépôt et placement du Québec effectué en février dernier ainsi qu'au remboursement anticipé du prêt à terme accordé par SGF Rexfor inc. prévu au troisième trimestre 2011.

Toutefois, en excluant ces frais non récurrents de 5,8 millions de dollars (4,2 millions après impôts) dont 1,4 million n'aura aucun effet sur la trésorerie, les frais financiers s'établissent à 19,4 millions de dollars pour les six premiers mois de 2011, soit une diminution de 9,3 % comparativement à 2010. Cette baisse s'explique surtout par une réduction significative de l'endettement net de la Société au cours du trimestre par rapport à la même période l'an dernier.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 2,2 millions de dollars, passant de 15,5 millions au cours des six premiers mois de l'exercice de 2010 à 13,3 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2011. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration et sur les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme ainsi que les ajustements inhabituels, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 17,5 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 19,1 %, comparativement à 19,3 millions, ou 22,9 %, au cours des six premiers mois de 2010. Cette diminution est entre autres attribuable à la répartition géographique des bénéfices avant impôts.

Activités abandonnées

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2010, un bénéfice net lié aux activités abandonnées de 32,9 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré, incluant un gain lié à l'abandon des activités de 38,3 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, et une perte nette de 5,4 millions de dollars liée à l'exploitation des activités abandonnées, déduction faite des impôts y afférents. Ce gain est relié à la vente de la quasi-totalité des actifs de publipostage aux États-Unis.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé de 93,2 millions au cours des six premiers mois de 2010 à 59,2 millions pour les six premiers mois de 2011. Cette diminution est surtout attribuable un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis en 2010. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes a diminué, passant de 1,16 \$ à 0,73 \$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 8,8 millions de dollars, ou 14,4 %, passant de 61,2 millions au cours des six premiers mois de l'exercice 2010 à 70,0 millions au cours de la même période en 2011. Par action, il a augmenté de 0,10 \$, passant de 0,76 \$ à 0,86 \$.

CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent Rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

(non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33,0 \$	67,0 \$	59,2 \$	93,2 \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	1,7	3,4	3,4
Bénéfice net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(34,7)	-	(32,9)
Part des actionnaires sans contrôle	0,5	-	0,8	0,3
Impôts sur les bénéfices	7,6	10,7	13,3	15,5
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,3	-	0,9
Frais financiers	8,6	10,5	19,4	20,5
Frais liés au remboursement anticipé de dettes à long terme	5,8	-	5,8	-
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	4,1	2,8	9,2	4,7
Bénéfice d'exploitation ajusté	61,3 \$	58,3 \$	111,1 \$	105,6 \$
Amortissement	31,5	32,7	63,7	66,5
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	92,8 \$	91,0 \$	174,8 \$	172,1 \$
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33,0 \$	67,0 \$	59,2 \$	93,2 \$
Bénéfice net lié aux activités abandonnées (après impôts)	-	(34,7)	-	(32,9)
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	-	(2,4)
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (après impôts)	4,2	-	4,2	-
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	2,9	1,8	6,6	3,3
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	40,1 \$	34,1 \$	70,0 \$	61,2 \$
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	81,0	80,8	81,0	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,49 \$	0,42 \$	0,86 \$	0,76 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	57,8 \$	(57,4) \$	111,8 \$	(0,8) \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(18,3)	(123,2)	(33,6)	(132,8)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	76,1 \$	65,8 \$	145,4 \$	132,0 \$
Dettes à long terme			619,9 \$	786,7 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			17,2	5,9
Découvert bancaire			0,7	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie			-	(14,6)
Endettement net			637,8 \$	778,0 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (12 derniers mois)			384,7 \$	373,4 \$
Ratio d'endettement net			1,66x	2,08x

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels choisis (non audités)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2011		2010				2009	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	515 \$	530 \$	570 \$	500 \$	510 \$	512 \$	570 \$	504
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	93	82	120	90	91	81	120	83
Marge du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	18,1 %	15,5 %	21,1 %	18,0 %	17,8 %	15,8 %	21,1 %	16,4
Bénéfice d'exploitation	57 \$	45 \$	65 \$	58 \$	56 \$	45 \$	72 \$	47
Bénéfice d'exploitation ajusté	61	50	88	59	58	47	85	53
Marge du bénéfice d'exploitation ajusté	11,8 %	9,4 %	15,4 %	11,8 %	11,4 %	9,2 %	14,9 %	10,5
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33 \$	26 \$	45 \$	29 \$	67 \$	26 \$	43 \$	25
Par action	0,41	0,32	0,56	0,35	0,83	0,32	0,54	0,31
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	40	30	63	34	34	27	53	31
Par action	0,49	0,37	0,77	0,43	0,42	0,34	0,65	0,39
En % de l'exercice	- %	- %	39 %	22 %	22 %	17 %	39 %	24

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des résultats trimestriels de Transcontinental. Les nouveaux contrats d'impression ont permis à la Société de réaliser une hausse de ses revenus lors des deux premiers trimestres de l'exercice 2011 par rapport aux trimestres correspondant de l'exercice précédent, et ce, malgré l'effet négatif des taux de change durant cette période. L'effet des mesures de rationalisation déployées en 2009 a grandement amélioré la marge du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté à compter du troisième trimestre 2009 et des efforts continus ont été mis en œuvre afin de maintenir, voire améliorer cette marge. De plus, les résultats du quatrième trimestre sont supérieurs aux autres puisque les dépenses en publicité sont généralement plus élevées à l'automne, sans compter qu'il s'agit de la période de pointe pour notre Groupe d'édition de livres pédagogiques ainsi que pour nos activités d'impression de livres.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

Principales liquidités et situation financière Pour les trimestres clos les 30 avril (non audités)

(en millions de dollars)	2011	2010
Activités d'exploitation		
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments		
hors caisse liés à l'exploitation	76,1 \$	65,8 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(18,3)	(123,2)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	57,8	(57,4)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite des dispositions	(0,6)	(2,2)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(7,9)	(25,5)
Autres	(5,4)	(7,4)
Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies	(13,9)	(35,1)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	-	4,8
Remboursement de la dette à long terme	(100,1)	(2,7)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	24,0	(16,9)
Émission d'actions participantes	0,1	-
Dividendes sur actions participantes	(8,9)	(7,3)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	(1,7)
Autres	-	2,0
Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies	(86,6)	(21,8)
Autres renseignements pertinents		
Endettement net	637,8	778,0
Capitaux propres	1 282,8	1 193,5
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	1,66x	2,08x
Cote de crédit		
DBRS	BBB haut Stable	BBB haut Stable
Standard and Poor's	BBB Stable	BBB- Stable

Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont augmenté. Ils ont atteint 76,1 millions de dollars en 2011, comparativement à 65,8 millions en 2010. Cette variation est surtout attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté compensée partiellement par la hausse des frais financiers. Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont occasionné une sortie de fonds de 18,3 millions de dollars en 2011, comparativement à une sortie de fonds de 123,2 millions en 2010. Cet écart résulte principalement de l'utilisation moindre de notre programme de titrisation en 2010 par rapport à la clôture du trimestre précédent. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont augmenté, occasionnant une entrée de fonds de 57,8 millions de dollars en 2011, comparativement à une sortie de fonds de 57,4 millions en 2010.

Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies

La Société a réduit considérablement ses investissements en immobilisations corporelles au cours du deuxième trimestre 2011, soit à 7,9 millions de dollars, déduction faite des dispositions. Les investissements en immobilisations corporelles sont en baisse de 17,6 millions comparativement aux 25,5 millions investis en 2010, principalement en raison du projet visant l'impression du quotidien *The Globe and Mail* qui est maintenant complété.

Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies

La Société a versé 8,9 millions de dollars en dividendes sur ses actions participantes, soit 11 cents par action, au deuxième trimestre 2011, par rapport à 7,3 millions en 2010, soit 21,9 % de plus en raison d'une hausse de deux cents au début de l'exercice 2010. De plus, au deuxième trimestre 2011, la Société a versé 1,7 million de dollars en dividendes sur ses actions privilégiées, soit le même montant qu'au deuxième trimestre 2010.

Les dividendes versés par Transcontinental à des résidents canadiens sont des dividendes admissibles au sens des lois de l'impôt sur le revenu des gouvernements fédéral et provincial.

<u>Actions émises et en circulation</u>	<u>Au 30 avril 2011</u>	<u>Au 31 mai 2011</u>
Catégorie A (droit de vote subalterne)	65 825 087	65 867 987
Catégorie B (droit de vote multiple)	15 196 840	15 153 940
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif)	4 000 000	4 000 000

Instruments d'emprunt

En date du 30 avril 2011, le ratio d'endettement net sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établissait à 1,66x (1,82x au 31 octobre 2010). Cette baisse résulte surtout de l'augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté combinée à la réduction significative des dépenses en immobilisations corporelles. La direction s'est fixé comme objectif d'abaisser davantage ce ratio et de le maintenir dorénavant aux environs de 1,50x.

Le crédit à terme rotatif de la Société, d'un montant de 400 millions de dollars, dont 206,4 millions étaient utilisés en date du 30 avril 2011, vient à échéance en septembre 2012. Le taux d'intérêt applicable sur le crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's Ratings Services. Selon la forme d'emprunt choisie par la Société, le taux d'intérêt applicable sur le crédit est actuellement soit le taux de base bancaire, le taux des acceptations bancaires majoré de 0,44 %, ou le LIBOR majoré de 0,44 %. Des frais de facilité de 0,11 % sont également applicables, que la marge de crédit soit utilisée ou non, et des frais d'utilisation de 0,05 % sont applicables si un montant correspondant à plus de 66^{2/3} % du crédit à terme rotatif est utilisé.

Au 30 avril 2011, des lettres de crédit aux montants de 0,5 million de dollars canadiens et de 3,0 millions de dollars américains avaient été émises à même le crédit à terme rotatif, en plus des montants mentionnés au paragraphe précédent.

En janvier 2011, la Société a commencé le remboursement du financement accordé par une banque européenne d'une durée de six ans et portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 % en versements égaux de capital plus les intérêts. Cet instrument d'emprunt avait été conclu afin d'acquérir différents équipements de production et est remboursable à tous les six mois à compter de janvier 2011. Au 30 avril 2011, le montant de capital qui reste à rembourser est de 44,3 millions d'euros (62,2 millions de dollars). Le 1^{er} décembre 2009, la Société avait mis en

place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, dont l'échéance est de six ans, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et le taux d'intérêt de ces facilités au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %.

Le 1^{er} février 2011, la Société a conclu une entente quant au taux d'intérêt sur une débenture de 50,0 millions de dollars émis par le Fonds de solidarité FTQ. Le taux d'intérêt a été fixé à 5,58 % pour les huit années restantes de son terme de 10 ans. Le contrat de vente à terme d'obligations mis en place dans le but de fixer une portion du taux d'intérêt de cette débenture, fondé sur le taux des obligations du Canada, à 4,34 %, est venu à échéance le 5 novembre 2010 et a résulté en un déboursé qui aura pour effet de majorer le taux d'intérêt effectif de 1,50 % sur la durée restante de la débenture.

Le 17 février 2011, la Société a remboursé par anticipation, selon les paramètres décrits au contrat, son crédit à terme de 100,0 millions de dollars d'une durée de cinq ans qui avait été accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec au cours de l'exercice 2009 au taux des acceptations bancaires majoré de 6,36% à l'aide du crédit à terme rotatif. Bien que ce remboursement anticipé optimise le portefeuille de dettes de la Société, il a engendré des frais non récurrents de 4,5 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011, dont 1,1 million n'a eu aucun effet sur la trésorerie. De plus, la Société a reclassé dans ses résultats de la période les gains et pertes liés aux deux swaps de taux d'intérêts de 50,0 millions chacun, qui servaient à fixer le taux pour cinq ans à 8,39%, en raison de l'abandon de couvertures de flux de trésorerie puisque les opérations futures envisagées à l'origine n'auront pas lieu. L'impact de cet abandon de couvertures sur la perte nette de la période est négligeable.

Enfin, Transcontinental prévoit aussi rembourser au troisième trimestre 2011 son prêt à terme de 50,0 millions de dollars octroyé par SGF Rexfor inc. qui devait venir à échéance en juillet 2014.

Arrangements hors bilan (titrisation)

Depuis le 16 février 2011, la Société est partie à un nouveau programme de titrisation visant la vente de certains de ses débiteurs, avec une fiducie dont l'agent des services financiers est une banque canadienne. La contrepartie nette maximale permise en vertu de ce programme est de 200,0 millions de dollars sur deux ans, dont un maximum de 20 % de débiteurs en dollars américains. Les conditions de ce nouveau programme tiennent compte de celles du marché actuel, et sont favorables comparativement à d'autres sources de financement. Au 30 avril 2011, aucun montant n'a été tiré de cette source de financement.

Au 30 avril 2010, le montant de débiteurs vendus au titre du programme de titrisation des débiteurs s'élevait à 191,4 millions de dollars, dont la totalité était des droits conservés par la Société, donnant lieu à une contrepartie nette nulle. Au 30 avril 2010, la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme était de 155,1 millions de dollars. Les droits conservés sont comptabilisés dans les débiteurs de la Société au moindre du coût et de la juste valeur marchande. Selon le programme, la Société a constaté un escompte total de 0,3 million de dollars pour le deuxième trimestre 2010 à la suite de la vente de débiteurs.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société prépare ses états financiers consolidés en dollars canadiens et conformément aux PCGR du Canada. Un résumé des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010. Certaines des conventions comptables de la Société exigent des évaluations et font appel au jugement. Les éléments les plus significatifs exigeant le recours à des évaluations et au jugement de la direction sont l'évaluation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, la comptabilisation des avantages sociaux futurs octroyés aux employés et la comptabilisation des impôts sur les bénéficiaires. La direction évalue ces estimations sur une base continue en utilisant des données historiques et autres facteurs, incluant l'environnement économique actuel. Puisque des événements futurs ou changements dans les circonstances et leurs effets ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient différer significativement de ces

estimations. Des changements dans ces estimations résultant de changements perpétuels dans l'environnement économique seront reflétés dans les états financiers des périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

En vertu des PCGR du Canada, la Société a procédé au deuxième trimestre 2011 à des tests de dépréciation. Au terme de la première étape du test, la Société a identifié certaines unités d'exploitation du secteur de l'interactif, pour lesquelles leur valeur comptable excède leur juste valeur. Des écarts d'acquisition d'environ 25,0 millions de dollars sont attribués à ces unités d'exploitation. Au moment de la publication de ce rapport de gestion, la Société n'avait pas encore complété la deuxième étape du test, en raison de changements importants entrepris récemment dans le plan d'affaires du secteur de l'interactif. Ces changements engendrent une incertitude sur les flux de trésorerie futurs des unités d'exploitation qui ont été identifiées lors de la première étape du test. Par conséquent, il est présentement impossible d'estimer le montant de la perte de valeur potentielle. La Société prévoit compléter la deuxième étape du test d'ici la fin de l'exercice 2011. Ainsi, aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'a été enregistrée au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011.

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, permet de capitaliser les coûts de salaires et avantages sociaux directement attribuables à la création d'un actif incorporel généré à l'interne. Pour les coûts de prépublication d'ouvrages, la Société ne capitalisait pas ces coûts car ses systèmes d'information ne lui permettaient pas d'attribuer ces données à chaque ouvrage. Le 1^{er} novembre 2010, la Société a modifié ses systèmes d'information afin de lui permettre de cumuler les coûts de salaires et avantages sociaux par ouvrage, et a décidé de changer de méthode comptable. Conséquemment, pour la période de trois mois close le 30 avril 2011, le changement de méthode comptable a résulté en une augmentation des actifs incorporels de 2,0 millions de dollars et du passif d'impôt futur à long terme de 0,6 million, ainsi qu'en une diminution des frais d'exploitation de 2,0 millions et une augmentation de la charge d'impôts sur les bénéfices de 0,6 million. Pour la période de six mois close le 30 avril 2011, le changement de méthode comptable a résulté en une augmentation des actifs incorporels de 3,6 millions de dollars et du passif d'impôt futur à long terme de 1,1 million, ainsi qu'en une diminution des frais d'exploitation de 3,6 millions et une augmentation de la charge d'impôts sur les bénéfices de 1,1 million. Ces actifs incorporels seront amortis sur une période maximale de 5 ans, en fonction de l'historique des ventes, à même les frais d'exploitation. L'application de cette méthode comptable est prospective car la Société ne dispose pas des informations relatives aux années antérieures pour appliquer ce changement rétrospectivement.

EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société a établi une structure organisationnelle de gestion de projet composée de membres de différents échelons et de diverses fonctions afin d'assurer la coordination et le suivi de l'avancement du projet. Des ressources ayant les compétences et l'expérience nécessaires ont été affectées à la réalisation du projet. Des rapports sur l'avancement du projet sont présentés régulièrement à la haute direction et au comité de vérification.

Le plan de conversion de la Société comporte trois phases : l'évaluation, la conversion et la mise en œuvre des IFRS. La Société a commencé la phase de mise en œuvre depuis le début de l'exercice 2011 et le plan de conversion progresse tel que prévu. Veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010* pour une description détaillée des phases et du plan de conversion.

Différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la Société

Les éléments suivants ont été évalués comme susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Ces éléments ne représentent pas une liste exhaustive des impacts découlant de la transition aux IFRS et des modifications pourraient y être apportées d'ici le passage aux IFRS.

<u>Sujet</u>	<u>Éléments susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société</u>
Avantages du personnel (IAS 19)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les IFRS, une entité peut choisir de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor (telle qu'utilisée par la Société) ou la constatation immédiate dans les autres éléments du résultat étendu. La Société a l'intention de conserver la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels. • Un exposé-sondage a été publié et propose la constatation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat étendu ainsi que la présentation du coût des services rendus et des frais financiers dans les résultats. La publication de la norme est prévue en 2011.
Dépréciation d'actifs (IAS 36)	<ul style="list-style-type: none"> • Le test de dépréciation des actifs se fait au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Selon les PCGR du Canada, le test de dépréciation des actifs se fait au niveau du groupe d'actifs qui ne correspond pas nécessairement à une UGT. • Les écarts d'acquisition sont alloués aux UGT ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, alors que selon les PCGR du Canada, les écarts d'acquisition sont alloués aux entités d'exploitation qui sont équivalentes à un secteur d'exploitation ou à un niveau immédiatement inférieur. Étant donné que le test de dépréciation sera possiblement effectué à un niveau de groupe d'actifs différent que celui effectué selon les PCGR du Canada, une dépréciation d'actifs pourrait être constatée à des moments différents selon les IFRS. • Pour déterminer si une dépréciation d'actif doit être prise, la valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, qui est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés). Selon les PCGR du Canada, un test en deux étapes est effectué : dans un premier temps, on compare la valeur comptable de l'actif aux flux de trésorerie futurs non actualisés et, dans un deuxième temps, si une dépréciation est requise, le montant de la dépréciation se fait en comparant sa valeur comptable à sa juste valeur. • Les dépréciations sur des actifs autres que celles sur les écarts d'acquisition peuvent être reprises selon certaines conditions. Selon les PCGR du Canada les reprises n'étaient pas permises. • La Société évalue actuellement l'incidence de ces éléments en date de transition.
Impôts sur les bénéfices (IAS 12)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les PCGR du Canada et les IFRS, les impôts futurs sont calculés à partir des écarts temporaires qui correspondent à la différence entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable au bilan. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada les « immobilisations admissibles » sont déductibles jusqu'à concurrence de 75 % de leur coût. Les PCGR du Canada traitent de cette situation particulière et précise que la valeur fiscale doit être majorée de 25 %, conséquemment il n'y a pas d'écart temporaire. Les IFRS ne traitent pas de cette situation particulière, de sorte qu'il y a maintenant un écart temporaire entre les

	<p>valeurs fiscale et comptable pour ces actifs qui doit être comptabilisé lorsque la transaction est admissible à titre de regroupement d'entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Société évalue actuellement l'incidence de cette différence pour ces actifs incorporels qui se qualifient comme immobilisations admissibles et prévoit un ajustement qui résultera en une augmentation des passifs d'impôts futurs et une diminution des bénéfices non répartis en date de transition.
<p>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (IAS 39)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les IFRS, une entité peut décomptabiliser un actif financier selon certaines conditions qui sont axées sur une notion de transfert des risques et avantages. En vertu des PCGR du Canada, les conditions pour décomptabiliser un actif financier sont plutôt axées sur une notion de transfert de contrôle de l'actif. Pour la Société, les débiteurs vendus dans le cadre d'une entente de titrisation pourraient ne plus répondre aux conditions pour être décomptabilisés en vertu des IFRS. • A la date de transition aux IFRS, cette différence n'aura pas d'incidence sur les états financiers car aucun programme de titrisation n'était en vigueur au 31 octobre 2010.
<p>Participation dans des coentreprises (IAS 31)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • IAS 31 permet présentement de comptabiliser les participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle (tel qu'utilisée par la Société) ou la méthode de la mise en équivalence (valeur de consolidation). • Une nouvelle norme IFRS 11 « Accords conjoints » a été publiée en mai 2011 et permet désormais une seule méthode de consolidation, soit celle de la mise en équivalence. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et la Société évalue actuellement l'incidence de celle-ci.

La norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » est la norme que devra appliquer la Société pour dresser son bilan d'ouverture IFRS en date de transition. L'objectif de cette norme est de fournir un point de départ pour une comptabilité conforme aux IFRS à un coût qui ne dépasse pas les avantages attendus. Ainsi, certaines mesures d'allègement, appelées exemptions et exceptions, sont permises afin d'éviter une application rétroactive de certaines normes. Les exemptions sont facultatives et les exceptions sont obligatoires. La liste qui suit présente certaines exemptions qui sont susceptibles d'avoir un impact important pour la Société.

<u>Exemption</u>	<u>Description et statut</u>
<p>Avantages du personnel</p>	<p>IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les écarts actuariels soient mesurés conformément aux IFRS depuis le début des régimes jusqu'à la date de transition. IFRS 1 permet de constater les écarts actuariels cumulés aux bénéfices non répartis en date de transition et d'appliquer IAS 19 de façon prospective.</p> <p>La Société prévoit adopter cette exemption et l'incidence sera une diminution d'environ 7 millions de dollars de l'actif au titre des prestations constituées et du passif d'impôts futurs de 2 millions, une augmentation du passif au titre des prestations constituées de 35 millions et de l'actif d'impôts futurs de 9 millions et une diminution des bénéfices non répartis en date de transition d'environ 31 millions.</p>
<p>Coûts d'emprunts</p>	<p>IAS 23 exige la capitalisation des coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Selon les PCGR du Canada, une entité a le choix de capitaliser les coûts d'emprunts ou de les passer en charge. La Société a comme convention comptable de capitaliser les coûts d'emprunts.</p> <p>Les IFRS sont plus directifs sur la nature des coûts d'emprunts capitalisables que les PCGR du Canada. IFRS 1 offre une exemption qui permet de respecter les exigences d'IAS 23 de façon prospective pour tous les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts se fait à compter d'une date antérieure à la date de transition déterminée ou à compter de la date de transition.</p> <p>La Société prévoit adopter cette exemption et l'incidence sera une diminution des immobilisations corporelles d'environ 13 millions de dollars et du passif d'impôts futurs de 3 millions ainsi qu'une diminution des bénéfices non répartis en date de transition d'environ 10 millions.</p>

Coût présumé	IFRS 1 permet d'évaluer une immobilisation corporelle à la date de transition à sa juste valeur et d'utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date. Le coût présumé est le montant utilisé comme substitut du coût ou du coût amorti et l'amortissement ultérieur est calculé à partir de ce montant. La Société évalue actuellement la possibilité de prendre cette exemption pour certaines immobilisations corporelles.
Montant cumulé des différences de conversion	IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » exige que les différences de conversion soient calculées conformément aux IFRS depuis la date d'acquisition ou de création de l'établissement étranger. IFRS 1 permet que le montant cumulé des différences de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers soit réputé nul en date de transition. Le profit ou perte sur la cession ultérieure d'un établissement étranger devra exclure les différences de conversion cumulées avant la date de transition aux IFRS. La Société prévoit adopter cette exemption et l'incidence sera une augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu et une diminution des bénéfices non répartis en date de transition d'environ 25 millions de dollars.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition aux risques et aux incertitudes que pourraient lui faire encourir des situations particulières dans ses secteurs d'exploitation ou financiers. Conséquemment, la direction revoit continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. De plus, un rapport sur notre programme de gestion de risques est revu régulièrement par le Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergie entre ses segments d'activité ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les conséquences.

Risques opérationnels

Cycles économiques

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Concurrence

Au cours des six premiers mois de 2011, certains de nos créneaux plus traditionnels ont fait face à une recrudescence de la concurrence. Pour limiter cet effet, la Société continue de mettre l'accent sur le développement de nouveaux produits et services par l'entremise de moyens imprimés et numériques. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Nouveaux médias

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Efficacité opérationnelle

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Réglementation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Répartition géographique et taux de change

Le taux de change s'établissait en moyenne à 0,9872 CAD/USD pendant le deuxième trimestre de 2011, comparativement à 1,0495 CAD/USD en moyenne pendant le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le programme de couverture de change utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, Transcontinental veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 33 % pour les 12 mois subséquents.

Au 30 avril 2011, pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme visant la vente de 71 millions de dollars américains (113 millions de dollars américains au 30 avril 2010), dont 26 millions et 45 millions seront vendus en 2011 et 2012, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 17 mois à des taux variant de 1,0310 à 1,2245. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long du deuxième trimestre de 2011.

Dépendance envers les systèmes d'information

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Recrutement et rétention du talent

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Tests de dépréciation

En vertu des PCGR du Canada, la Société a procédé au deuxième trimestre 2011 à des tests de dépréciation. Au terme de la première étape du test, la Société a identifié certaines unités d'exploitation du secteur de l'interactif, pour lesquelles leur valeur comptable excède leur juste valeur. Des écarts d'acquisition d'environ 25,0 millions de dollars sont attribués à ces unités d'exploitation. Au moment de la publication de ce rapport de gestion, la Société n'avait pas encore complété la deuxième étape du test, en raison de changements importants entrepris récemment dans le plan d'affaires du secteur de l'interactif. Ces changements engendrent une incertitude sur les flux de trésorerie futurs des unités d'exploitation qui ont été identifiées lors de la première étape du test. Par conséquent, il est présentement impossible d'estimer le montant de la perte de valeur potentielle. La Société prévoit compléter la deuxième étape du test d'ici la fin de l'exercice 2011. Cette dévaluation potentielle pourrait donner lieu à une imputation hors caisse qui viendrait réduire le bénéfice net attribuable aux actions participantes sans toutefois avoir aucun effet important, ni sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles, ni sur son

pouvoir d'emprunt. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Échange d'information confidentielle et vie privée

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Développement des affaires

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Intégration des acquisitions

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Perte de réputation

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Actions participantes et actions privilégiées

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Risques financiers

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Le crédit à terme rotatif de la Société est actuellement constitué uniquement de la « Tranche A » d'un montant de 400 millions de dollars qui vient échéance en septembre 2012, dont 206,4 millions étaient utilisés au 30 avril 2011. La Société prévoit utiliser ce dernier afin de rembourser par anticipation le prêt à terme de 50,0 millions de dollars octroyé par SGF Rexfor inc. en juillet 2009. Toutefois, le risque financier lié à ce remboursement est atténué par le nouveau programme de titrisation des débiteurs de 200,0 millions de dollars d'une durée de deux ans qui a aussi été mis sur pied. Cette source de financement est inutilisée au 30 avril 2011 mais permet à la Société de se doter d'une flexibilité financière accrue. De plus, la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,66x. Les flux de trésorerie disponibles de la Société devraient être plus élevés au cours des prochains trimestres, et ce, compte tenu de la réduction importante au chapitre de notre programme de dépenses en immobilisations et de l'apport du projet d'impression du quotidien *The Globe and Mail*.

La Société n'a aucune assurance d'être en mesure d'augmenter davantage ses distributions auprès de ses actionnaires par des dividendes.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin du deuxième trimestre 2011, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la

Société représentait 63 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable en représentait 37 % (65 % et 35 %, respectivement, au 30 avril 2010). Dans le but de réduire son risque vis-à-vis des fluctuations des taux d'intérêt, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixe et à taux variable.

Crédit

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Régimes de retraite

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Risques environnementaux

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Environnement » du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010* ainsi que le *Rapport sur le développement durable 2010 – Joindre le geste à la parole*.

Risques liés aux matières premières et aux services postaux

Matières premières et prix de l'énergie

Aucun changement majeur n'est survenu au cours du deuxième trimestre 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

Services postaux

Advenant la possibilité d'une grève des employés de Postes Canada, certains des créneaux de la Société pourraient être affectés, principalement les activités de marketing direct dans le secteur de l'impression ainsi que le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs dans le secteur des médias. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010*.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de Transcontinental sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction, y compris le président et chef de la direction ainsi que le vice-président et chef de la direction financière, de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué si la Société avait apporté, au cours du trimestre clos le 30 avril 2011, des modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui auraient eu une incidence importante ou qui auraient raisonnablement été susceptibles d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Aucune modification de cette nature n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Transcontinental poursuivra sa stratégie visant à renforcer ses activités existantes tout en développant de nouvelles avenues dans le domaine des solutions marketing interactives et numériques par l'entremise de ses secteurs des médias et de l'interactif, et ce, afin d'offrir une offre marketing intégrée pour permettre à ses clients de rejoindre les consommateurs. La nouvelle entente conclue avec Canadian Tire au deuxième trimestre 2011 s'inscrit dans cette stratégie et permettra à la Société de générer des revenus additionnels de 30 à 40 millions de dollars annuellement sur une période de quatre ans. L'ensemble des secteurs de la Société bénéficiera de cette entente qui entrera en vigueur en janvier 2012.

L'impression du quotidien *The Globe and Mail* générera des revenus additionnels pour le secteur de l'impression d'ici la fin de l'exercice, sans compter les nouvelles ententes de moindre envergure conclues dans l'ensemble des groupes d'affaires du secteur. De plus, le secteur de l'impression poursuivra ses initiatives visant à maximiser l'efficacité de son parc d'équipements, tels que l'automatisation d'une usine dans le Groupe du détail et l'intégration de l'impression de circulaires à son usine de Vaughan dans le Groupe des journaux, afin d'améliorer davantage son efficacité opérationnelle, qui, une fois combinée à des nouveaux contrats potentiels, devrait augmenter son bénéfice d'exploitation d'ici la fin de l'exercice.

En raison de la stratégie du secteur des médias de poursuivre ses investissements effectués sur ses diverses plateformes numériques et papier ainsi que le contexte de concurrence accrue dans certains de ses créneaux, son bénéfice d'exploitation ajusté devrait être affecté négativement au cours des prochains trimestres, principalement causé par le Groupe des solutions aux communautés locales, bien que ses revenus devraient continuer de croître grâce, entre autres, au Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques.

Le secteur de l'interactif accélérera le développement de son offre intégrée de solutions marketing interactives pour mieux répondre aux demandes croissantes d'activation de programmes marketing sur mesure de ses clients ainsi que pour profiter davantage de l'émergence des plateformes numériques. Les revenus du secteur devraient donc augmenter au cours des prochains trimestres et son bénéfice d'exploitation devrait également voir une amélioration au cours de la seconde moitié de l'exercice 2011.

De plus, la situation financière de la Société devrait s'améliorer davantage en raison de la réduction significative des dépenses en immobilisations corporelles, qui atteindront un maximum de 60 millions de dollars pour l'exercice 2011, combinée aux flux monétaires importants qui seront générés, pour permettre à la Société d'améliorer davantage son ratio d'endettement net au cours des prochains trimestres.

Au nom de la direction,
Le vice-président et chef de la direction financière,



Benoît Huard
Le 8 juin 2011

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Revenus	514,7 \$	510,0 \$	1 044,8 \$	1 021,6 \$
Frais d'exploitation	362,1	356,2	751,7	729,9
Frais de vente, frais généraux et administratifs	59,8	62,8	118,3	119,6
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration	92,8	91,0	174,8	172,1
Amortissement (note 3)	31,5	32,7	63,7	66,5
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	4,1	2,8	9,2	4,7
Bénéfice d'exploitation	57,2	55,5	101,9	100,9
Frais financiers (note 6)	8,6	10,5	19,4	20,5
Frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (note 11)	5,8	-	5,8	-
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,3	-	0,9
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	42,8	44,7	76,7	79,5
Impôts sur les bénéfices (note 7)	7,6	10,7	13,3	15,5
Part des actionnaires sans contrôle	0,5	-	0,8	0,3
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	34,7	34,0	62,6	63,7
Bénéfice net lié aux activités abandonnées (note 8)	-	34,7	-	32,9
Bénéfice net	34,7	68,7	62,6	96,6
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	1,7	3,4	3,4
Bénéfice net attribuable aux actions participantes	33,0 \$	67,0 \$	59,2 \$	93,2 \$
Bénéfice net par action participante - de base et dilué (note 12)				
Activités poursuivies	0,41 \$	0,40 \$	0,73 \$	0,75 \$
Activités abandonnées	-	0,43	-	0,41
	0,41 \$	0,83 \$	0,73 \$	1,16 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)	81,0	80,8	81,0	80,8
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué (en millions)	81,1	80,9	81,1	80,9

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
non audités

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net	34,7 \$	68,7 \$	62,6 \$	96,6 \$
Autres éléments du résultat étendu :				
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 1,1 million de dollars et 1,7 million pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2011 (1,5 million et (0,4) million pour les mêmes périodes en 2010)	3,8	(0,3)	3,6	(5,4)
Ajustements afin de reclasser la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés aux résultats au cours de la période considérée, déduction faite des impôts sur les bénéfices de (0,6) million de dollars et (0,5) million pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2011 (0,5 million et 0,6 million pour les mêmes périodes en 2010)	(2,5)	5,3	(1,1)	7,2
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	1,3	5,0	2,5	1,8
Pertes nettes sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(6,1)	(2,0)	(8,6)	(2,9)
Autres éléments du résultat étendu (note 15)	(4,8)	3,0	(6,1)	(1,1)
Résultat étendu	29,9 \$	71,7 \$	56,5 \$	95,5 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
non audités

(en millions de dollars)	Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010
Solde au début de la période	784,0 \$	645,9 \$
Bénéfice net	62,6	96,6
	846,6	742,5
Dividendes sur actions participantes	(17,8)	(13,8)
Dividendes sur actions privilégiées	(3,4)	(3,6)
Solde à la fin de la période	825,4 \$	725,1 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

	non audité	audité
	Au	Au
(en millions de dollars)	30 avril	31 octobre
	2011	2010
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	36,3 \$
Débiteurs (note 10)	382,0	454,8
Impôts sur les bénéfices à recevoir	25,6	19,7
Stocks	82,6	82,9
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	25,3	21,6
Impôts futurs	16,5	17,7
	532,0	633,0
Immobilisations corporelles	852,2	918,3
Immobilisations corporelles destinées à la vente (note 4)	6,2	-
Écarts d'acquisition (note 5)	682,1	678,1
Actifs incorporels	174,9	179,1
Impôts futurs	142,3	146,7
Autres éléments d'actif	34,0	39,5
	2 423,7 \$	2 594,7 \$
Passif à court terme		
Découvert bancaire	0,7 \$	-
Créditeurs et charges à payer	259,8	358,2
Impôts sur les bénéfices à payer	22,4	28,8
Abonnements perçus d'avance et dépôts	32,2	38,6
Impôts futurs	2,7	2,5
Portion à court terme de la dette à long terme	17,2	17,8
	335,0	445,9
Dette à long terme (note 11)	619,9	712,9
Impôts futurs	143,3	138,1
Autres éléments du passif	41,9	50,0
	1 140,1	1 346,9
Part des actionnaires sans contrôle	0,8	0,8
Capitaux propres		
Capital-actions	478,8	478,6
Surplus d'apport (note 14)	14,0	13,7
Bénéfices non répartis	825,4	784,0
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 15)	(35,4)	(29,3)
	790,0	754,7
	1 282,8	1 247,0
	2 423,7 \$	2 594,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	34,7 \$	68,7 \$	62,6 \$	96,6 \$
Moins : Bénéfice net lié aux activités abandonnées (note 8)	-	34,7	-	32,9
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	34,7	34,0	62,6	63,7
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Amortissement (note 3)	38,7	38,7	77,2	78,8
Dépréciation d'actifs (note 4)	-	0,2	3,5	0,3
Gain à la cession d'actifs	(0,3)	(0,2)	(0,3)	(0,6)
Impôts futurs	0,2	(2,6)	0,5	(9,1)
Rémunération à base d'actions (note 13)	0,1	0,2	0,3	0,4
Autres	2,7	(4,5)	1,6	(1,5)
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	76,1	65,8	145,4	132,0
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(18,3)	(123,2)	(33,6)	(132,8)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	57,8	(57,4)	111,8	(0,8)
Fonds liés à l'exploitation des activités abandonnées	-	7,1	-	5,8
	57,8	(50,3)	111,8	5,0
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises (note 16)	(0,6)	(2,2)	(5,4)	(2,8)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8,4)	(26,3)	(29,1)	(89,0)
Cessions d'immobilisations corporelles	0,5	0,8	0,6	1,6
Augmentation des actifs incorporels et autres éléments d'actif	(5,4)	(7,4)	(10,9)	(10,6)
Fonds liés aux investissements des activités poursuivies	(13,9)	(35,1)	(44,8)	(100,8)
Fonds liés aux investissements des activités abandonnées	-	93,0	-	92,2
	(13,9)	57,9	(44,8)	(8,6)
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme	-	4,8	-	37,7
Remboursement de la dette à long terme	(100,1)	(2,7)	(107,4)	(7,8)
Augmentation (diminution) du crédit à terme rotatif	24,0	(16,9)	31,2	(29,6)
Dividendes sur actions participantes	(8,9)	(7,3)	(17,8)	(13,8)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	(1,7)	(3,4)	(3,6)
Émission d'actions participantes	0,1	-	0,2	-
Contrat de vente à terme d'obligations	-	-	(6,0)	-
Autres	-	2,0	-	1,4
Fonds liés au financement des activités poursuivies	(86,6)	(21,8)	(103,2)	(15,7)
Fonds liés au financement des activités abandonnées	-	(0,9)	-	(0,9)
	(86,6)	(22,7)	(103,2)	(16,6)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères				
	(0,5)	-	(0,8)	0,1
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	42,5	29,7	36,3	34,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie (découvert bancaire) à la fin de la période	(0,7) \$	14,6 \$	(0,7) \$	14,6 \$
Information additionnelle				
Intérêts payés	11,6 \$	11,1 \$	19,5 \$	20,4 \$
Impôts payés sur les bénéfices	16,6 \$	35,0 \$	23,1 \$	34,1 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Les états financiers intermédiaires doivent être lus en tenant compte des plus récents états financiers consolidés annuels.

1. Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, selon les mêmes conventions comptables que celles énoncées aux notes 1 et 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2010. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats de nos activités sont grandement influencés par le marché de la publicité, qui est plus actif aux deuxième et quatrième trimestres. La rentrée scolaire est aussi la période de pointe pour l'impression de livres et pour notre division d'édition d'ouvrages pédagogiques.

2. Changement de méthode comptable

Le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, Écarts d'acquisition et actifs incorporels, permet de capitaliser les coûts de salaires et avantages sociaux directement attribuables à la création d'un actif incorporel généré à l'interne. La Société ne capitalisait pas les coûts de prépublication d'ouvrages car ses systèmes d'information ne lui permettaient pas d'attribuer ces coûts à chaque ouvrage. Le 1er novembre 2010, la Société a modifié ses systèmes d'information afin de lui permettre de cumuler les coûts de salaires et avantages sociaux par ouvrage, et a décidé de changer de méthode comptable. Conséquemment, pour la période de trois mois close le 30 avril 2011, le changement de méthode comptable a résulté en une diminution des frais d'exploitation de 2,0 millions de dollars et en une augmentation de la charge d'impôts sur les bénéfices de 0,6 million. Pour la période de six mois close le 30 avril 2011, le changement de méthode comptable a résulté en une augmentation des actifs incorporels de 3,6 millions de dollars et du passif d'impôt futur à long terme de 1,1 million, ainsi qu'en une diminution des frais d'exploitation de 3,6 millions et en une augmentation de la charge d'impôts sur les bénéfices de 1,1 million. Ces actifs incorporels seront amortis sur une période maximale de 5 ans, en fonction de l'historique des ventes, à même les frais d'exploitation. L'application de cette méthode comptable est prospective car la Société ne dispose pas des informations relatives aux années antérieures pour appliquer ce changement rétrospectivement.

3. Amortissement

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Immobilisations corporelles	27,3 \$	28,8 \$	55,6 \$	58,6 \$
Actifs incorporels	4,2	3,9	8,1	7,9
	31,5	32,7	63,7	66,5
Actifs incorporels et autres éléments d'actifs, constatés dans les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	7,2	6,0	13,5	12,3
	38,7 \$	38,7 \$	77,2 \$	78,8 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au cours des derniers exercices, la Société a entrepris des programmes de rationalisation de ses opérations qui se résument comme suit :

a) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société avait annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à la récession, incluant d'importantes compressions des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise au Canada, aux États-Unis et au Mexique. La dégradation de l'économie avait alors eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux avaient été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissaient aussi l'effet de la récession. Ces mesures ont été complétées au cours de l'exercice 2010 et les déboursés finaux auront lieu au cours de l'exercice 2011.

b) La Société procède actuellement à des mesures de rationalisation qui visent principalement à faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression et ce, en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression qui se traduisent par une baisse de la demande dans certains créneaux de marché. Il est prévu que ces mesures soient complétées au cours des exercices 2011 et 2012.

Le tableau suivant présente le détail de ces programmes :

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril					
	2011			2010		
	Passif au 31 janvier 2011	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 30 avril 2011	Montant imputé aux résultats	Montant payé
a) Mesures de rationalisation 2009 - 2010						
Impression						
Réduction d'effectifs	1,1 \$	- \$	0,8 \$	0,3 \$	2,2 \$	3,7 \$
Autres coûts	-	-	-	-	0,2	0,2
Interactif						
Réduction d'effectifs	0,2	-	0,2	-	-	0,1
Médias						
Réduction d'effectifs	0,2	-	0,2	-	0,2	0,2
	1,5	-	1,2	0,3	2,6	4,2
Impression						
Dépréciation d'actifs	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,1	s.o.
Médias						
Dépréciation d'actifs	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,1	s.o.
	1,5 \$	- \$	1,2 \$	0,3 \$	2,8 \$	4,2 \$
b) Mesures de rationalisation 2011 - 2012						
Réduction d'effectifs	2,0 \$	3,2 \$	1,4 \$	3,8 \$	- \$	- \$
Autres coûts	0,3	0,9	1,2	-	-	-
	2,3	4,1	2,6	3,8	-	-
Dépréciation d'actifs	s.o.	-	s.o.	s.o.	-	s.o.
	2,3 \$	4,1 \$	2,6 \$	3,8 \$	- \$	- \$
Total						
Réduction d'effectifs	3,5 \$	3,2 \$	2,6 \$	4,1 \$	2,4 \$	4,0 \$
Autres coûts	0,3	0,9	1,2	-	0,2	0,2
Dépréciation d'actifs	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,2	s.o.
	3,8 \$	4,1 \$	3,8 \$	4,1 \$	2,8 \$	4,2 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

(en millions de dollars)	Six mois clos les 30 avril							
	Total		2011			2010		
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 30 avril 2011	Montant imputé aux résultats	Montant payé
a) Mesures de rationalisation 2009 - 2010								
Impression								
Réduction d'effectifs	28,9 \$	28,9 \$	2,9 \$	- \$	2,6 \$	0,3 \$	3,5 \$	5,7 \$
Autres coûts	4,3	4,3	-	-	-	-	0,5	0,3
Interactif								
Réduction d'effectifs	2,1	2,1	0,6	-	0,6	-	-	0,2
Autres coûts	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-
Médias								
Réduction d'effectifs	10,4	10,4	0,4	-	0,4	-	0,4	3,1
	45,9	45,9	3,9	-	3,6	0,3	4,4	9,3
Impression								
Dépréciation d'actifs	18,4	18,4	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,2	s.o.
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	s.o.	-	s.o.	s.o.	0,1	s.o.
	65,9 \$	65,9 \$	3,9 \$	- \$	3,6 \$	0,3 \$	4,7 \$	9,3 \$
b) Mesures de rationalisation 2011 - 2012								
Réduction d'effectifs	9,8 \$	9,8 \$	5,5 \$	4,3 \$	6,0 \$	3,8 \$	- \$	- \$
Autres coûts	1,4	2,0	-	1,4	1,4	-	-	-
	11,2	11,8	5,5	5,7	7,4	3,8	-	-
Dépréciation d'actifs	4,2	4,2	s.o.	3,5	s.o.	s.o.	-	s.o.
	15,4 \$	16,0 \$	5,5 \$	9,2 \$	7,4 \$	3,8 \$	- \$	- \$
Total								
Réduction d'effectifs	51,2 \$	51,2 \$	9,4 \$	4,3 \$	9,6 \$	4,1 \$	3,9 \$	9,0 \$
Autres coûts	5,9	6,5	-	1,4	1,4	-	0,5	0,3
Dépréciation d'actifs	24,2	24,2	s.o.	3,5	s.o.	s.o.	0,3	s.o.
	81,3 \$	81,9 \$	9,4 \$	9,2 \$	11,0 \$	4,1 \$	4,7 \$	9,3 \$

Immobilisations corporelles destinées à la vente

Les immobilisations destinées à la vente sont constituées de certains actifs immobiliers qui ne sont plus nécessaires à la poursuite des affaires à la suite des mesures de rationalisation 2011-2012. Ces immobilisations ne sont plus amorties. Aucune perte n'a été constatée à l'état consolidé des résultats pour la période de six mois close le 30 avril 2011 puisque la juste valeur diminuée des frais de vente qui a été estimée pour ces actifs est supérieure à leur valeur comptable. Le gain potentiel sur disposition résultant de la vente future de ces immobilisations sera présenté à l'encontre des frais de restructuration.

5. Écarts d'acquisition

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition. Le test s'effectue en deux étapes. Lors de la première étape, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. Si au terme de cette première étape il y a une indication d'une perte de valeur potentielle, la Société procède à la deuxième étape du test pour déterminer le montant de la perte de valeur. Lors de la deuxième étape, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation à l'aide des flux monétaires actualisés, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation, et la compare avec la juste valeur de l'actif net identifiable afin de dégager la juste valeur des écarts d'acquisition.

Au terme de la première étape du test, la Société a identifié certaines unités d'exploitation du secteur de l'interactif, pour lesquelles leur valeur comptable excède leur juste valeur. Des écarts d'acquisition d'environ 25,0 millions de dollars sont attribués à ces unités d'exploitation.

Au moment de la publication de ces états financiers consolidés, la Société n'avait pas encore complété la deuxième étape du test, en raison de changements importants entrepris récemment dans le plan d'affaires du secteur de l'interactif. Ces changements engendrent une incertitude sur les flux de trésorerie futurs des unités d'exploitation qui ont été identifiées lors de la première étape du test. Par conséquent, il n'est pas possible d'estimer le montant de la perte de valeur potentielle. La Société prévoit compléter la deuxième étape du test d'ici la fin de l'exercice 2011. Ainsi, aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'a été enregistrée au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011.

6. Frais financiers

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Frais financiers de la dette à long terme	8,1 \$	9,5 \$	18,2 \$	19,9 \$
Autres frais	1,0	0,8	2,0	1,5
Perte (gain) de change	(0,5)	0,2	(0,8)	(0,9)
	8,6 \$	10,5 \$	19,4 \$	20,5 \$

Pour les périodes de trois mois et six mois closes les 30 avril 2011, des montants négligeables d'intérêts ont été capitalisés aux immobilisations corporelles (0,6 million et 1,3 million pour les mêmes périodes en 2010).

7. Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition statutaire	12,4 \$	13,4 \$	22,0 \$	23,9 \$
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(1,4)	(1,8)	(2,3)	(3,7)
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	-	-	(2,4)
Réduction de la charge d'impôt découlant de la constatation de pertes fiscales non constatées antérieurement	(1,9)	(3,7)	(3,7)	(4,1)
Autres	(1,5)	2,8	(2,7)	1,8
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	7,6 \$	10,7 \$	13,3 \$	15,5 \$

Les impôts sur les bénéfices incluent les éléments suivants :

Impôts sur les bénéfices avant les éléments suivants :	10,4 \$	11,7 \$	17,5 \$	19,3 \$
Impôts sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration (note 4)	(1,2)	(1,0)	(2,6)	(1,4)
Impôts sur les frais de remboursement anticipé de dettes à long terme (note 11)	(1,6)	-	(1,6)	-
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	-	-	-	(2,4)
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	7,6 \$	10,7 \$	13,3 \$	15,5 \$

a) Les réductions du taux d'imposition provincial annoncées dans le budget ontarien du 26 mars 2009 ont été adoptées le 15 décembre 2009. Ces réductions du taux d'imposition provincial ont eu pour effet de réduire la charge d'impôt et le passif d'impôts futurs net de 2,4 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice 2010.

8. Activités abandonnées

Le 10 février 2010, la Société a conclu une entente avec IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota, visant la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publi-postage à grand volume aux États-Unis, pour un produit net de 105,7 millions de dollars. La clôture de la transaction a eu lieu le 1er avril 2010.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Revenus	- \$	29,9 \$	- \$	77,5 \$
Charges	-	34,5	-	84,6
Perte avant impôts sur les bénéfices	-	(4,6)	-	(7,1)
Impôts sur les bénéfices recouvrés	-	(1,0)	-	(1,7)
Perte liée à l'exploitation des activités abandonnées	-	(3,6)	-	(5,4)
Gain lié à l'abandon des activités, déduction faite des impôts y afférents de 25,0	-	38,3	-	38,3
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	- \$	34,7 \$	- \$	32,9 \$

9. Régimes de retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et à cotisations déterminées à l'intention de ses employés et ceux de ses filiales participantes.

Le coût lié à ces régimes est le suivant :

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Régimes à prestations déterminées	(0,4) \$	7,3 \$	(0,7) \$	11,3 \$
Régimes à cotisations déterminées	4,6	0,5	9,1	1,1
	4,2 \$	7,8 \$	8,4 \$	12,4 \$

10. Débiteurs

Le 16 février 2011, la Société a mis sur pied un nouveau programme de titrisation de deux ans avec une fiducie dont l'agent des services financiers est une banque canadienne, visant la vente, de temps à autre, de certains des débiteurs de ses filiales. La contrepartie nette maximale permise en vertu de ce programme est de 200,0 millions de dollars, dont un maximum de 20 % de débiteurs en dollars américains.

Au 30 avril 2011, aucun montant n'avait été tiré de cette source de financement.

11. Dette à long terme

Le 17 février 2011, la Société a remboursé par anticipation, selon les paramètres décrits au contrat, son crédit à terme de 100,0 millions de dollars qui avait été accordé par la Caisse de dépôt et placement du Québec au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009. Ce financement était d'une durée de cinq ans, au taux des acceptations bancaires majoré de 6,375 %. Ce remboursement anticipé a été effectué à l'aide du crédit à terme rotatif, et a engendré des frais inhabituels de 4,5 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011, dont 1,1 million n'a eu aucun effet sur la trésorerie. De plus, la Société a reclassé dans ses résultats de la période de trois mois close le 30 avril 2011, les gains et pertes liés aux deux swaps de taux d'intérêts de 50,0 millions de dollars chacun, qui servaient à fixer le taux pour cinq ans à 8,39 % l'an, en raison de l'abandon de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie puisque les opérations futures envisagées à l'origine n'auront pas lieu. L'impact de cet abandon de la comptabilité de couverture sur le bénéfice net de la période est négligeable.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, la Société remboursera par anticipation, selon les paramètres décrits au contrat, son prêt à terme de 50,0 millions de dollars qui avait été accordé par SGF Rexfor Inc. au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009. Ce financement est d'une durée de cinq ans, au taux d'intérêt applicable de 8,25 % l'an. Ce remboursement anticipé sera effectué à l'aide du crédit à terme rotatif, et engendrera des frais inhabituels de 1,3 million de dollars, qui ont été enregistrés au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2011, dont 0,3 million sans effet sur la trésorerie.

12. Bénéfice net par action participante

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du bénéfice net lié aux activités poursuivies de base et dilué par action participante pour les périodes de trois mois et six mois closes les 30 avril :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Numérateur (en millions de dollars)				
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	34,7 \$	34,0 \$	62,6 \$	63,7 \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	1,7	3,4	3,4
Bénéfice net lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	33,0 \$	32,3 \$	59,2 \$	60,3 \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	81,0	80,8	81,0	80,8
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	0,1	0,1	0,1	0,1
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	81,1	80,9	81,1	80,9

Dans le calcul du bénéfice net dilué par action, 987 032 options sont considérées anti-dilutives au 30 avril 2011 (1 064 160 au 30 avril 2010), leur prix d'exercice étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

13. Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action subalterne catégorie A, et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,1 million de dollars et 0,2 million ont été imputées aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les périodes de trois mois closes les 30 avril 2011 et 2010, respectivement. Pour les périodes de six mois closes les 30 avril 2011 et 2010, les charges ont été de 0,3 million et 0,4 million, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime :

	Trois mois clos les 30 avril			
	2011		2010	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	1 678 597	16,79 \$	2 045 585	16,78 \$
Levées	(7 750)	10,68	(5 200)	10,48
Annulées	(56 325)	20,43	(255 065)	21,40
Options émises à la fin de la période	1 614 522	16,70 \$	1 785 320	16,14 \$

	Six mois clos les 30 avril			
	2011		2010	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de la période	1 542 490	16,76 \$	2 006 575	17,23 \$
Octroyées	164 672	16,20	173 100	13,09
Levées	(18 590)	10,26	(20 320)	9,50
Annulées	(74 050)	18,54	(374 035)	20,95
Options émises à la fin de la période	1 614 522	16,70 \$	1 785 320	16,14 \$
Options pouvant être levées aux 30 avril	1 141 675	18,13 \$	1 254 970	17,56 \$

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les détenteurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2011, les contreparties reçues ont été de 0,1 million de dollars et 0,2 million, respectivement. Pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2010, les contreparties reçues ont été de 0,1 million de dollars et 0,2 million, respectivement. Aucun montant n'a été transféré du surplus d'apport au capital-actions au cours de ces périodes.

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black-Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des périodes de six mois terminées les 30 avril :

	2011	2010
Juste valeur des options d'achat d'actions	5,40 \$	4,31 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	1,6 %	1,5 %
Volatilité prévue	39,8 %	38,6 %
Taux d'intérêt sans risque	2,51 %	2,74 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

13. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses dirigeants en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos les 30 avril			
	2011	2010	2011	2010
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	203 397	121 060	744 728	765 121
Unités annulées	-	-	(4 974)	(49 929)
Unités payées	(1 358)	(1 306)	-	-
Dividendes versés en unités	1 320	641	-	-
Solde à la fin de la période	203 359	120 395	739 754	715 192

Nombre d'unités	Six mois clos les 30 avril			
	2011	2010	2011	2010
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	121 110	127 870	676 627	548 808
Unités octroyées	40 123	53 240	233 383	277 013
Unités annulées	-	(58 141)	(74 558)	(104 545)
Unités payées	(2 230)	(3 799)	(53 824)	(6 084)
Unités converties	41 874	-	(41 874)	-
Dividendes versés en unités	2 482	1 225	-	-
Solde à la fin de la période	203 359	120 395	739 754	715 192

La charge (le renversement) enregistrée dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois closes les 30 avril 2011 et 2010 ont été de (0,1) million de dollars et 0,7 million, respectivement. Pour les périodes de six mois closes les 30 avril 2011 et 2010, les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats ont été de 1,2 million de dollars et 1,5 million, respectivement. Des montants de 0,9 million de dollars et 0,1 million ont été versés en vertu de ce régime au cours des périodes de six mois closes les 30 avril 2011 et 2010, respectivement. Des montants négligeables ont été versés au cours des périodes de trois mois closes les 30 avril 2011 et 2010.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
	Solde au début de la période	167 474	135 179	159 803
Rémunération des administrateurs	8 357	8 073	14 984	15 614
Unités payées	-	-	-	(40 923)
Dividendes versés en unités	1 256	912	2 300	1 690
Solde à la fin de la période	177 087	144 164	177 087	144 164

La charge (le renversement) enregistrée dans les états consolidés des résultats pour les périodes de trois mois closes les 30 avril 2011 et 2010 ont été de (0,2) million de dollars et 0,2 million, respectivement. Pour les périodes de six mois closes les 30 avril 2011 et 2010, les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats ont été de 0,3 million de dollars pour chacune des périodes. Aucun montant n'a été versé en vertu du régime au cours des périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2011, ni au cours de la période de trois mois close le 30 avril 2010. Un montant de 0,5 million de dollars a été versé pour la période de six mois close le 30 avril 2010.

14. Surplus d'apport

(en millions de dollars)	Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010
Solde au début de la période	13,7 \$	12,9 \$
Coûts de la rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions (note 13)	0,3	0,4
Solde à la fin de la période	14,0 \$	13,3 \$

15. Cumul des autres éléments du résultat étendu

(en millions de dollars)	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 1er novembre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2,9)	1,8	(1,1)
Solde au 30 avril 2010	(23,7) \$	2,5 \$	(21,2) \$
Solde au 1er novembre 2010	(24,8) \$	(4,5) \$	(29,3) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(8,6)	2,5	(6,1)
Solde au 30 avril 2011	(33,4) \$	(2,0) \$	(35,4) \$

Au 30 avril 2011, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au bénéfice net des périodes ultérieures comme suit :

(en millions de dollars)	2011	2012	2013	2014	2015	Total
					et suivantes	
Gains (pertes) sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	0,8 \$	2,2 \$	(1,3) \$	(1,2) \$	(3,4) \$	(2,9) \$
Impôts sur les bénéfices	-	(0,7)	0,3	0,3	1,0	0,9
	0,8 \$	1,5 \$	(1,0) \$	(0,9) \$	(2,4) \$	(2,0) \$

16. Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de six mois close le 30 avril 2011, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteurs d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Interactif	100 % des actions de Vortxt Interactive inc. , une société oeuvrant dans le domaine des solutions mobiles.	1er novembre 2010
Médias	Actifs du <i>Journal Nouvelles Hebdo</i> , journal hebdomadaire de la région de Dolbeau-Mistassini.	28 avril 2011

Au cours des périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2011, la Société a déboursé la somme de 0,6 million de dollars et 5,4 millions, respectivement, relativement à des acquisitions d'entreprises conclues au cours des périodes précédentes. Du montant de 5,4 millions de dollars, 0,5 million était inclus dans les sommes à payer à court terme au 31 octobre 2010, et 0,3 million a été attribué à l'écart d'acquisition pour la période de trois mois close le 30 avril 2011 (4,4 millions pour la période de six mois close le 30 avril 2011).

17. Information sectorielle

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

(en millions de dollars)	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2011	2010	2011	2010
Revenus				
Secteur de l'impression	361,3 \$	354,3 \$	739,5 \$	716,8 \$
Secteur de l'interactif	29,6	28,3	60,8	58,6
Secteur des médias	149,0	148,3	288,2	284,0
Autres activités et montants non alloués	2,0	2,0	4,1	4,0
Ventes inter-sectorielles				
Secteur de l'impression	(26,0)	(20,2)	(44,9)	(35,0)
Secteur de l'interactif	(0,5)	(1,6)	(0,8)	(1,6)
Secteur des médias	(0,7)	(1,1)	(2,1)	(5,2)
Total des ventes inter-sectorielles	(27,2)	(22,9)	(47,8)	(41,8)
	514,7 \$	510,0 \$	1 044,8 \$	1 021,6 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration				
Secteur de l'impression	73,9 \$	71,2 \$	145,3 \$	136,8 \$
Secteur de l'interactif	(0,8)	0,7	(0,8)	3,8
Secteur des médias	22,1	26,0	36,0	42,3
Autres activités et montants non alloués	(2,4)	(6,9)	(5,7)	(10,8)
	92,8 \$	91,0 \$	174,8 \$	172,1 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation				
Secteur de l'impression	41,5 \$	44,5 \$	83,3 \$	83,3 \$
Secteur de l'interactif	(5,1)	(2,1)	(7,3)	(1,9)
Secteur des médias	13,3	21,4	22,3	33,3
Autres activités et montants non alloués	7,5	(8,3)	3,6	(13,8)
	57,2 \$	55,5 \$	101,9 \$	100,9 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾				
Secteur de l'impression	5,8 \$	12,3 \$	9,5 \$	54,5 \$
Secteur de l'interactif	0,3	2,6	2,5	4,6
Secteur des médias	1,6	2,5	2,6	4,5
Autres activités et montants non alloués	0,4	5,9	0,6	7,2
	8,1 \$	23,3 \$	15,2 \$	70,8 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels				
Secteur de l'impression	23,5 \$	24,3 \$	47,6 \$	49,6 \$
Secteur de l'interactif	2,1	2,7	4,2	5,6
Secteur des médias	4,6	4,3	9,3	8,6
Autres activités et montants non alloués	1,3	1,4	2,6	2,7
	31,5 \$	32,7 \$	63,7 \$	66,5 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

17. Information sectorielle (suite)

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2011	Au 31 octobre 2010
Actif		
Secteur de l'impression	1 400,2 \$	1 473,8 \$
Secteur de l'interactif	123,0	130,0
Secteur des médias	754,3	783,7
Autres activités et montants non alloués	146,2	207,2
	2 423,7 \$	2 594,7 \$
Écarts d'acquisition		
Secteur de l'impression	129,7 \$	129,7 \$
Secteur de l'interactif	42,0	38,6
Secteur des médias	509,5	508,9
Autres activités et montants non alloués	0,9	0,9
	682,1 \$	678,1 \$

18. Chiffres correspondants

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.